



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUÉBEC

—
 QUÉBEC, SAMEDI, 2 MAI 1903.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.
 1597

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du vingt et un avril 1903, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Québec :—M. Joseph Tessier, fils d'Antoine, cultivateur, de la paroisse de Saint-Casimir, comté de Portneuf.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du vingt avril 1903, d'adjoindre à la commission de la paix pour le :

District de Joliette :—MM. Joseph Marion, cultivateur, et Joseph Bonin, fils de Damien, marchand, tous deux de la paroisse de Lanoraie, comté de Berthier.

District de Montréal :—MM. Damase Primat Perrin, secrétaire du département des expropriations, hôtel de ville, Montréal, Raphaël Ménard, boucher, et Joseph Thauvette, médecin, tous deux de la paroisse de Saint-Joseph de Soulanges, comté de Soulanges.
 1551

PROVINCE OF QUÉBEC

—
 QUÉBEC, SATURDAY, 2nd MAY, 1903.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday on each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.
 1598

Appointments

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR, has been pleased, by order in council, dated the twenty first day of April, 1903, to associate to the commission of the peace for the district of Quebec :—Mr. Joseph Tessier, son of Antoine, farmer, of the parish of Saint Casimir, county of Portneuf.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR, has been pleased, by order in council, dated the twentieth day of April, 1903, to associate to the commission of the peace for the :

District of Joliette :—Messrs. Joseph Marion, farmer, and Joseph Bonin, son of Damien, merchant, both of the parish of Lanoraie, county of Berthier.

District of Montreal :—Messrs. Damase Primat Perrin, secretary of the expropriation department, city hall, Montreal, Raphael Menard, butcher, and Joseph Thauvette, physician, both of the parish of Saint-Joseph de Soulanges, county of Soulanges.
 1552

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du dixième jour du mois de septembre 1901, pour le canton de Dundee, dans le comté de Huntingdon, et de nommer par commission, en date du vingt-troisième jour d'avril 1903, MM. David Baker, officier de douane, Farquhar McLennan, et James Arnold, cultivateurs, du canton de Dundee, dans le comté de Huntingdon.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du vingt-septième jour de février 1900, pour la paroisse de Sainte-Anastasie de Nelson, comté de Mégantic, et de nommer par commission, en date du vingt-troisième jour d'avril 1903, MM. Achille Joseph Boisvert, médecin, Omer Morin, cultivateur, Jean-Baptiste Houle, marchand, François-Xavier Côté, marchand, Adolphe Moisan, cultivateur, et Richard Paradis, cultivateur et maire de la paroisse de Sainte-Anastasie de Nelson, comté de Mégantic.

1563

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du vingt-quatrième jour d'avril 1903, d'adjoindre à la commission de la paix, pour le district de Beauce, M. Napoléon Mathieu, rentier, de Saint-François, comté de Beauce.

1571

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du vingt-quatrième jour d'avril 1903, de nommer M. Joseph Langlois, de Sainte-Scholastique, comté des Deux-Montagnes, régistrateur de la division d'enregistrement du comté des Deux-Montagnes.

1573

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du vingt-quatrième jour d'avril 1903, de nommer M. Napoléon Tremblay, (fils de Joseph), manufacturier, de la ville de Chicoutimi, percepteur du revenu de la province, pour le district de Chicoutimi.

1575

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR, has been pleased, to revoke the commission for the summary trial of small causes, dated the tenth day of September, 1901, for the township of Dundee, in the county of Huntingdon, and to appoint, by commission, dated the twenty third day of April, 1903, Messrs. David Baker, customs officer, Farquhar McLennan, and James Arnold, farmers, of the township of Dundee, in the county of Huntingdon.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR, has been pleased, to revoke the commission for the summary trial of small causes, dated the twenty seventh day of February, 1900, for the parish of Sainte Anastasie de Nelson, county of Megantic, and to appoint by commission, dated the twenty third day of April, 1903, Messrs. Achille Joseph Boisvert, physician, Omer Morin, farmer, Jean Baptiste Houle, merchant, François Xavier Côté, merchant, Adolphe Moisan, farmer, and mayor of the parish of Sainte Anastasie de Nelson, county of Megantic.

1564

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR, has been pleased, by order un council, dated the twenty fourth day of April, 1903, to associate to the commission of the peace for the district of Beauce, Mr. Napoleon Mathieu, rentier, of the parish of Saint Francis, county of Beauce.

1572

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR, has been pleased, by order un council, dated the twenty fourth day of April, 1903, to appoint Mr. Joseph Langlois, of Sainte Scholastique, county of Two Mountains, registrar for the registration division of the county of Two Mountains.

1574

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR, has been pleased, by order in council, dated the twenty fourth day of April, 1903, to appoint Mr. Napoléon Tremblay (son of Joseph), manufacturer, of the town of Chicoutimi, provincial revenue collector for the district of Chicoutimi.

1576

Avis du Gouvernement

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 24 avril 1903.

Présent : Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil.

Il est ordonné que le tarif de péage suivant soit établi en faveur des MM. McLaren, pour le flottage des bois de commerce passant par leur glissoire des Grandes Chutes (High Falls), et autres améliorations faites par eux sur la rivière du Lièvre, dans le comté d'Ottawa, savoir :

Sur tout billot de moins de 10 pieds...	2 centins.
Sur tout billot de 10 à 13 pieds.....	3 "
" " 14 à 20 pieds.....	4 "
" " 21 à 35 pieds.....	5 "
" " 36 pieds et plus.....	5 "

Billots de cèdre, moitié prix :
Bois de chauffage, par corde..... 5 "
Bois de pulpe, par corde..... 10 "

1561 GUSTAVE GRENIER,
Greffier du conseil exécutif.

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 25 avril 1903.

Présent : Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil.

Il est ordonné qu'un tarif au chiffre de une piastre et soixante et deux centins et demi (\$1.62½) par cent billots, soit établi en faveur de M. Harold Kennedy,

Government Notices

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Quebec, 24th April, 1903.

Present : The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

It is ordered that the following rate of tolls be established in favor of the Messrs. McLaren, for floating merchantable timber, passing through their slide on the High Falls, and other improvements made by them on the river-du Lièvre, in the county of Ottawa, namely :

On every log less than 10 feet.....	2 cents.
" " from 10 to 13.....	3 "
" " from 14 to 20.....	4 "
" " from 21 to 35.....	5 "
" " of 36 feet, or more.....	5 "

Cedar logs, half price :
Fire wood, per cord..... 5 "
Pulp wood " 10 "

1562 GUSTAVE GRENIER,
Clerk of Executive Council.

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Quebec, 25th April, 1903.

Present : The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

It is ordered that a tariff at the rate of one dollar and sixty two and a half cents (\$1.62½) per hundred logs, be established in favor of Mr. Harold Ken-

de Québec, sous l'autorité de l'acte 54 Vict., ch. 25, (article 2972f), pour le flottage du bois sur la portion de la rivière à l'Isle, dans le comté de Portneuf, sur laquelle le dit M. Kennedy a fait exécuter certaines améliorations.

1559 GUSTAVE GRENIER,
Greffier du Conseil Exécutif.

BUREAU DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

La formation d'une société sous le nom de "The Ancient Order of Hibernians", dans le but de se mettre, au moyen de contributions de la part de ses membres, en état de secourir ceux de ses membres qui sont affligés par suite de maladie, d'accident ou de revers de fortune, et dans le cas de la mort des membres, leurs veuves, orphelins ou représentants légaux, a été autorisée par ordre en conseil en date du 25 avril 1903. Le principal bureau de la société sera dans la cité de Québec.

Publié conformément au Vict., 62, chap. 32.
AMD. ROBITAILLE,
Secrétaire de la province.
Québec, 25 avril 1903. 1555

DÉPARTEMENT DE L'AGRICULTURE.

Avis public est par les présentes donné que les cercles agricoles ci-après mentionnés ayant transmis au département de l'agriculture la déclaration voulue par la loi, et s'étant conformé à toutes les exigences du statut 56 Victoria, chapitre 20, le soussigné autorise la formation de ces cercles, qui sont par les présentes constitués en corporation.

Dans le comté de Drummond, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :

" Cercle agricole de la paroisse de Saint-Majorique."

Dans le comté de Huntingdon, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :

" Cercle agricole de la paroisse de Sainte-Barbe "

ADELARD TURGEON,
Ministre de l'Agriculture.
Québec, 29 avril 1903. 1593

Québec, 27 avril 1903.

Avis est par le présent donné qu'une demande a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par la municipalité du village de Cheneville, dans le comté d'Ottawa, pour obtenir l'autorisation de ne publier qu'en français seulement tous avis, règlements ou résolutions faits et passés par le conseil de la dite municipalité.

Toutes représentations à ce contraire devront être produites dans le délai de deux mois qui suivra la deuxième et dernière publication du dit avis.

AMD. ROBITAILLE,
Secrétaire de la province.
1565

No 404.03.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 24 avril dernier, 1903, de détacher de la municipalité scolaire de Carleton et de celle de Nouvelle, dans le comté de Bonaventure, la paroisse de Saint-Omer, et l'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Saint-Omer," avec les limites qui sont assignées à cette paroisse par la proclamation du lieutenant gouverneur, en date du 20 janvier 1902.

Cette érection ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1903. 1553

No 464.03.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Delimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du

nedey, of Quebec, under the authority of the [Act 54 Vict., ch. 25, (article 2972f), for floating wood in that part of Rivière à l'Isle, in the county of Portneuf, on which the said Mr. Kennedy has had certain improvements made.

1560 GUSTAVE GRENIER,
Clerk of Executive Council.

PROVINCIAL SECRETARY'S OFFICE.

The formation of an association under the name of "The Ancient Order of Hibernians", for the purpose and view, by means of contribution, from its members, of making provision for those of its members who are afflicted by sickness or accidents, and, in case of death of members, of their widows and orphans and lawful representatives, has been authorized by order in council dated the 25th of April, 1903. The head office of the association is in the city of Quebec.

Published according to Vict. 62, ch. 32.
AMD. ROBITAILLE,
Provincial Secretary.
Quebec, 25th April, 1903. 1556

DEPARTMENT OF AGRICULTURE.

Public notice is hereby given that the farmer's clubs hereinafter mentioned having transmitted to the department of agriculture the declaration required by law, and having complied with all the requirements of the statute 56 Victoria, chapter 20, the undersigned authorizes the formation of this clubs, which are hereby constituted in corporation.

In the county of Drummond, the following club is authorized under the following name, to wit :

" Farmer's club of the parish of Saint Majorique."

In the county of Huntingdon, the following club is authorized under the following name, to wit :

" Farmer's club of the parish of Sainte Barbe."

ADELARD TURGEON
Minister of Agriculture.
Quebec, 29th April, 1903. 1594

Quebec, 27th April, 1903.

Notice is hereby given that an application has been presented to the Lieutenant Governor in Council, by the municipality of the village of Cheneville, county of Ottawa, to obtain the authorization to publish in the french language only, all notices, by-laws or resolutions adopted and passed by the council of the said municipality.

Any representations to the contrary must be filed within the delay of two months following the second and last publication of the said notice.

AMD. ROBITAILLE,
Provincial secretary.
1566

No. 404.03.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Erection of a new school municipality.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 24th day of April last, 1903, to detach from the school municipality of Carleton and from that of Nouvelle, in the county of Bonaventure, the parish of Saint Omer, and to erect it into a distinct school municipality, by the name of "Saint Omer," with the limits which are assigned to that parish by the proclamation of the Lieutenant Governor, dated the 20th of January, 1902.

This erection will take effect only on the 1st of July next, 1903. 1554

No. 464.03.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Boundaries of school municipalities.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR, has been pleased, by order in council, dated the 25th of

25 avril dernier (1903), de détacher de la municipalité scolaire de Maskinongé, comté de Maskinongé, le lot ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Joseph de Maskinongé le No 660, et l'annexer à la municipalité scolaire de la Rivière-du-Loup, paroisse, dans le même comté.

Cette annexion, ne prendra effet que le 1er juillet prochain, 1903. 1567

Québec, 29 avril 1903.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Joseph Girouard, écuyer, notaire public, demeurant et pratiquant dans la paroisse de Saint-Benoit, comté des Deux-Montagnes, dans le district de Terrebonne, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index du notaire Antoine Fortier, en son vivant notaire public, de la paroisse de Sainte-Scholastique, comté des Deux-Montagnes, et du notaire Vincent Fortier, notaire public, pratiquant actuellement dans la paroisse de Sainte-Scholastique, même comté, en vertu des dispositions du code du notariat. (Article 3685 des S. R. P. Q.)

AMD. ROBITAILLE,
Secrétaire de la province.

1591

Avis publicest par le présent donné qu'en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social" des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du vingt-unième jour d'avril 1903, incorporant William Frederick Vannovous Atkinson, marchand; George Edwin Allen Jones, avocat, tous deux de la cité de Québec; William George Tait, marchand de Pictou, dans la province de la Nouvelle Ecosse; Charles William Agar Walcot, courtier, de la cité de Québec; Herbert William Racey, de Johnsville, comptable, dans la province de Québec, dans les buts suivants, savoir: acquérir des limites à bois, des pouvoirs d'eau et autres biens mobiliers et immobiliers nécessaires pour le commerce de bois, de faire toutes les affaires de commerce et de manufacture de bois dans toutes ses branches, d'acquérir, louer, construire et exploiter des moulins, des quais, des piliers, des aqueducs, des pouvoirs d'eaux, des tramways électriques, des chemins de fer, ces derniers pour les fins et en rapport avec l'objet de la compagnie seulement, des bateaux à vapeur, des goëlettes ou autres vaisseaux, de manufacturer, employer, louer et vendre le pouvoir artificiel pour procurer la lumière et la chaleur, de louer et vendre des pouvoirs d'eau pour l'électricité, l'industrie, l'éclairage, le chauffage et pour autres fins; de faire le commerce généralement comme commerçants et marchands, d'acheter et vendre des effets d'épicerie, des marchandises; aussi des billots sciés, du bois de corde, du bois de sciage, du bois pour bobine, du bois de pulpe; de manufacturer la pulpe et le papier; d'acquérir, posséder, louer, vendre et exploiter des mines et manufacturer des substances minérales; d'acquérir, louer, vendre des droits de mines, d'acquérir, louer, vendre des terres et biens immobiliers en général; d'exploiter les pêcheries, de préparer et mettre le poisson dans des canistres et de l'exporter, de manufacturer et vendre du gaz, sous le nom de "The Magdalen Islands Company," avec un fonds social de cent mille piastres (\$100,000.00), divisé en mille actions (1000) de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce vingt-quatrième jour d'avril 1903.

JOS. BOIVIN,
1549 Sous-secrétaire de la province.

Avis public est par le présent donné qu'en vertu de "la loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du vingt-septième jour d'avril 1903, incorporant George Veasey, banquier; William Shaw, marchand;

April last (1903), to detach from the school municipality of Maskinongé, county of Maskinongé, the lot bearing on the official cadastre of the parish of Saint-Joseph de Maskinongé, the No. 660, and to annex it to the school municipality of "Rivière du Loup, parish, in the same county.

This annexation, will take effect only on the 1st of July next, 1903. 1568

Quebec, 29th April, 1903.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by Joseph Girouard, esquire, notary public, residing and practising in the parish of Saint Benoit, county of Two Mountains, in the district of Terrebonne, by which he ask the transfert, in his favor, of the minutes, repertory and index of Antoine Fortier, in his lifetime notary public, of the parish of Sainte Scholastique, county of Two Mountains, and of Vincent Fortier, notary public, practising presently in the parish of Sainte Scholastique, same county, in virtue of the provisions of the notarial code. (Article 3685 of R. S. P. Q.)

AMD ROBITAILLE,
Provincial secretary.

1592

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies' Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the twenty-first day of April, 1903, incorporating William Frederick Vannovous Atkinson, merchant; George Edwin Allen Jones, advocate, both of the city of Quebec, William George Tait, of Pictou, in the province of Nova Scotia, merchant; Charles William Agar Walcot, of the city of Quebec, broker; Herbert William Racey, of Johnsville, in the province of Quebec, accountant, for the following purposes, viz: to acquire timber limits, water powers and other property real and personal necessary or useful for lumbering operations, to carry on the business of lumbering and manufacturing of lumber in all its branches, to acquire, lease, construct and operate mills, wharves, piers, water works, water powers, electric works, tramways, railways, the latter for the purposes and in connection with the object of the company only, steamboats, schooners or other craft, and to manufacture, use lease and sell artificial light, heat and power, to lease and sell water powers for electrical, industrial, lighting, heating and other purposes; to carry on business of general traders and merchants and to buy and sell goods, wares and merchandise including saw-logs, cordwood, sawn lumber, spool wood, pulp wood, pulp and paper, and to manufacture the same; to acquire, hold, lease, sell and operate mines and manufacture mineral substances; to acquire, lease, and sell mining rights; to acquire, lease and sell lands and real estate generally; to carry on the business of fishing, canning and exporting, and to manufacture and sell gas, under the name of "The Magdalen Islands Company", with a capital stock of one hundred thousand dollars (\$100,000.00), divided into one thousand (1000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this twenty fourth day of April, 1903.

JOS. BOIVIN,
1850 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of April, 1903, incorporating George Veasey, banker; William Shaw, merchant; Herbert Four-

Herbert Fourneaux Hunt, gentleman; Arthur Veasey, comptable, tous de Québec; Herbert Henry Williams, de East Broughton, ingénieur de mines, et Joseph Louis, gentleman, de Québec, pour les fins suivantes, savoir: de faire les affaires d'une industrie minière dans tous ses détails; pour explorer, développer, travailler, améliorer et maintenir des mines d'or, d'argent, de cuivre, de chrome, de fer et l'asbeste; acquérir, acheter, posséder toutes mines et toute propriété nécessaires pour la mise en opération de ses affaires et en disposer; convertir les minéraux en produits de commerce, employant pour cet objet la vapeur, pouvoir d'eau ou tout autre pouvoir moteur; vendre les produits des mines dans la Puissance du Canada et ailleurs; acquérir tout meuble et immeuble et limites à bois; construire des maisons de pension et autres; acquérir, construire et mettre en opération des moulins et en disposer; acheter et vendre des effets et marchandises; construire des lignes de chemin de fer et les mettre en opération pour les objets de leurs affaires, sous le nom de "The Broughton Asbestos Company", avec un fonds social de soixante mille piastres (\$60,000.00), divisé en six cents (600) actions de cent piastres chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce vingt-septième jour d'avril 1903.

AMD. ROBITAILLE,

Secrétaire de la province.

1569

Avis public est par le présent donné qu'en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du vingt-septième jour d'avril 1903, incorporant MM. Percival Walter St George, ingénieur civil, William McLea Walbank, Thomas William Lesage, Louis Gustave Papineau, Courtland MacLean Strange, Edmund Sheppard, tous ingénieurs, Lewis Skaiffe, marchand; Claude de Bellefeuille Leprohon, Stewart Howard, Richard Smith (Lea, ingénieurs; Augustus Frederick Bury Austin, marchand; Eugène McGee Quirk, contracteur; Samuel Arnold Finley, architecte; William Herbert Clarendon Mussen, marchand et John Ernest Hardman, ingénieur, tous de la cité de Montréal, pour les fins suivantes, savoir: établir un club social, scientifique et littéraire dans le but de se récréer, de s'instruire et de s'amuser, sous le nom de "The Engineers Club of Montreal", avec un fonds social de sept mille cinq cents piastres (\$7,500.00), divisé en trois cent (300) actions, de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce vingt-huitième jour d'avril 1903.

AMD. ROBITAILLE,

Secrétaire de la province.

1599

Québec, 29 avril 1903.

Avis est par le présent donné que "The Waterville Water Works Company," devant être conduite conformément à l'article 4794 et suivants des S. R. P. Q., section 6, amendé, intitulé: "Loi des compagnies pour le gaz et l'eau," s'est conformée aux formalités prescrites par la loi.

AMD. ROBITAILLE,

Secrétaire de la province.

1603

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir:

Canton Bégon.

Lot 4, du rang Cl, à La. F. Amyot.

neaux Hunt, gentleman; Arthur Veasey, accountant, all of Quebec; Herbert Henry Williams, of East Broughton, mining engineer, and Joseph Louis, gentleman, of Quebec, for the following purposes, namely: to carry on a mining industry in all its details; to explore, develop, work, improve and maintain gold, silver, copper, chrome, iron and asbestos mines; to acquire, buy, possess and dispose of all mines and all property necessary for the working of their business; to convert minerals into commercial products, using for this purpose steam, water-power or any other motive power; to sell the products of the mines in the Dominion of Canada and elsewhere; to further acquire all moveable and immovable property and timber limits; to build boarding and other houses; to acquire, construct, operate and dispose of mills; to buy and sell goods, wares and merchandises; to construct and operate railway lines for the purposes of their business; by the name of "The Broughton Asbestos Company"; with a capital stock of sixty thousand dollars (\$60,000.00), divided into six hundred (600) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this twenty seventh day of April, 1903.

AMD. ROBITAILLE,

Provincial secretary.

1560

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of April, 1903, incorporating Percival Walter St. George, William McLea Walbank, Thomas Lesage, Louis Gustave Papineau, Courtland MacLean Strange, Edmund Sheppard, all engineers, Lewis Skaiffe, merchant; Claude de Bellefeuille Leprohon, Stewart Howard, Richard Smith Lea, engineers; Augustus Frederick Bury Austin, merchant; Eugene McGee Quirk, contractor; Samuel Arnold Finley, architect; William Herbert Clarendon Mussen, merchant, and John Ernest Hardman, engineer, all of the city of Montreal, for the following purposes, namely: to establish a social, scientific and literary club with a view of recreation, instruction and amusement, by the name of "The Engineers Club of Montreal", with a capital stock of seven thousand five hundred dollars (\$7,500.00) divided into three hundred (300) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this twenty eighth day of April, 1903.

AMD. ROBITAILLE,

Provincial secretary.

1600

Québec, 29th April, 1903.

Notice is hereby given that "The Waterville Water Works Company," to be conducted in conformity to article 4794 and following of the S. R. P. Q., section 6, amended, intitulé: "Gas and water companies act," has complied with the formalities prescribed by law.

AMD. ROBITAILLE,

Provincial secretary.

1604

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice, in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz:

Township Bégon.

Lot 4, of range Ul, to La. F. Amyot.

Canton Adstock.

7e rang.

½ N. E. du lot 7, à Ab. Jacques.
Lot 8, à Alcide Beaulieu.

Canton Roux.

6e rang.

Lot 14, à Ls. Lamontagne.
Lot 15, à A. Bilodeau.

Canton Pohénégamook.

9e rang.

Lot 9, à Ferd. Bossé.
Lot 10, à Ed. Desjardins.
Lot 18, à Michel Morin.

E. E. TACHÉ,
Sous ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
Québec, 2 mai 1903.

1619

No 234.03.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Delimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire du "village" de Saint-François du Lac, comté d'Yamaska, les lots suivants du cadastre officiel de la paroisse de Saint-François du Lac, savoir : Depuis et y compris le lot No 195 jusqu'au No 220, inclusivement, et les annexer à la municipalité scolaire de la "paroisse" de Saint-François du Lac.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain 1903.

1527-2

No 225.03.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Delimitation de municipalités scolaires.

Détacher de la municipalité scolaire de Saint-Gregoire-le-Grand, comté de Nicolet, le lot ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Gregoire le-Grand, le numéro 108, appartenant à Ulric Proulx, et l'annexer à la municipalité scolaire de la paroisse de Nicolet, comté de Nicolet.

Cette délimitation, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1903.

1489-2

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53. Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucunetaxe locale, a division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession ; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte

Township Adstock

7th range.

N. E. ¼, of lot 7, to Ab. Jacques.
Lot 8, to Alcide Beaulieu.

Township Roux.

6th range.

Lot 14, to Ls. Lamontagne.
Lot 15, to A. Bilodeau.

Township Pohénégamoo

9th range.

Lot 9, to Ferd. Bossé.
Lot 10, to Ed. Desjardins.
Lot 18, to Michel Morin.

E. E. TACHE,
Deputy Minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.
Quebec, 2nd May, 1903.

1620

No. 234.03.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Boundaries of school municipalities.

Application is made to detach from the school municipality of the "village" of Saint François du Lac, county of Yamaska, the following lots of the official cadastre of the parish of Saint François du Lac, namely : From and including lot No. 195 to No. 220, inclusively, and to annex them, for school purposes, to the municipality of the "parish" of Saint François du Lac.

This annexation, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1903.

1528

No. 225.03.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Boundaries of school municipalities.

Application is made to detach from the school municipality of Saint Gregoire le Grand, county of Nicolet, the lots bearing on the official cadastre of the parish of Saint Gregoire le Grand, the number 108, belonging to Ulric Proulx, and annex it to the school municipality of the parish of Nicolet, county of Nicolet.

This annexation, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1903.

1490

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 52, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry ; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city, town, village, or other municipality ; the levying of any local assessment ; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices ; the regulation of any common ; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community, or making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and

antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

LOUIS FRECHETTE,

Bills privés

51. Toute demande de bill privé dont la matière ombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

Cet avis doit, sauf dans le cas de corporation existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne ; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition ; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elles réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

2. Les bills pour constitution de villes ou de compagnies à fonds social ou de compagnie de chemins de fer ne doivent contenir, en sus des clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogoires à l'Acte des causes générales des corporations de villes ou à l'Acte des clauses générales des compagnies à fonds social, ou à l'Acte général des chemins de fer de Québec, suivant la circonstance ; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements. (B. 615, 639 657.)

3. Tous les bills autorisant la construction de

Private Bills.

51. All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the purview of "The British North America Act, 1867," whether for the erection of a Bridge ; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line ; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work ; the granting of a right of Ferry ; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company ; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of representation in the Legislature ; the removal of the site of a County Town or of any local Offices ; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession ; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular Class of the community ; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected ; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition ; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

2. Bills for the incorporation of Towns or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from "The Town Corporations General Clauses Act", or from "The Joint Stock Companies General Clauses Act", or from "The Quebec Consolidated Railway Act, 1880", as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from, and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such new provisions.

3 All Bills authorizing the building of any

chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre ; les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, le notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

“5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen ; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre et indiquant en quoi il déroge aux lois générales.”

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais ; de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la revision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

“2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

“3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.”

“5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expense.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, or corporate advantage, or for any amendment of and existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the Session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House, and the printing shall be done by the Contractor.

“2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

“3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

907

L. G. DESJARDINS,
Greffier de l'Assemblée Législative.

Avis Divers

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER QUÉBEC CENTRAL.

Avis est par le présent donné que l'assemblée générale annuelle de la compagnie du chemin de fer Québec Central aura lieu à Londres, dans le bureau de la compagnie, 5, rue Great Winchester, E. C., mercredi, le 27^e jour de mai 1903, à midi, pour recevoir le rapport des directeurs et l'état des comptes pour l'année finissant le 31 décembre 1902, et pour l'élection des directeurs.

Les livres de transfert seront fermés depuis le 13^e au 28^e jour, de mai, ces deux jours inclus.

Par ordre,

EDWARD DENT, président,
T. LINDLEY, secrétaire.

5, rue Great Winchester. 1545
Londres, E. C., 2 mai 1903.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 1193.

Dame Léontine Turgeon, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Louis Blanchet, ci-devant marchand-tailleur, de la dite cité de Montréal, et maintenant de lieux inconnus, Demanderesse ;

vs

Le dit Louis Blanchet, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée contre le défendeur, ce jour.

BEAUDIN, CARDINAL, LORANGER,
& ST. GERMAIN,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 24 avril 1903. 1547

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour de Circuit.*
No. 1160.

Dame Isabelle Laberge, des cité et district de Montréal, a, ce jour, institué devant cette cour, une action en séparation de biens contre son mari, Joseph Bruno Trudeau, huissier, du même lieu.

A. S. DEGUIRE,
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 17 avril 1903. 1583

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 2001.

Dame Leah *alias* Gittle Rein, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Michael *alias* Miller Fred, du même lieu, fourreur, Demandeur ;

vs

Le dit Michael *alias* Miller Fred, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 29^e jour de janvier 1903.

STEPHENS, HUTCHINS & MARGOLESE,
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 28 avril 1903. 1585

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

908

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly.

Miscellaneous Notices

QUEBEC CENTRAL RAILWAY COMPANY.

Notice is hereby given that the annual general meeting of the Quebec Central Railway Company will be held at the London office of the company, No. 5, Great Winchesterstreet, E. C., on Wednesday, 27th May, 1903, at 12 o'clock noon, to receive the report of the directors and statement of accounts for the year ended 31st December, 1902, and to elect directors.

The transfer books will be closed from the 13th to the 28th May, both days inclusive.

By order,

EDWARD DENT, president.
T. LINDLEY, secretary.

5, Great Winchester street. 1546
London, E. C., 2nd May, 1903.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1193.

Dame Léontine Turgeon, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Louis Blanchet, formerly merchant tailor, of the said city of Montreal, and now of places unknown, Plaintiff ;

vs

The said Louis Blanchet, Defendant.
An action in separation as to property has been instituted, this day, against the defendant.

BEAUDIN, CARDINAL, LORANGER,
& ST GERMAIN,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 24th April, 1903, 1548

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Circuit Court.*
No. 1160.

Dame Isabelle Laberge, of the city and district of Montreal, has, this day, instituted before this court, an action for separation of property against her husband, Joseph Bruno Trudeau, bailiff, of the same place.

A. S. DEGUIRE,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 17th April, 1903. 1584

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2001.

Dame Leah *alias* Gittle Rein, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Michael *alias* Miller Fred, of the same place, furrier, Plaintiff ;

vs

The said Michael *alias* Miller Fred, Defendant.
An action for separation of property has been instituted in this case, on the 29th January, 1903.

STEPHENS, HUTCHINS & MARGOLESE,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 28th April, 1903. 1886

Province de Québec. }
District des Trois-Rivières. }
No 467.

Dame Emma Dessureault, de la paroisse de Saint-Tite, épouse de Gédéon Jacob, commerçant, de la dite paroisse de Saint-Tite, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Gédéon Jacob, de la dite paroisse de Saint-Tite, commerçant, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée par la demanderesse, en cette cause.

N. L. DUPLESSIS,

Procureur de la demanderesse.

Trois-Rivières, 29 avril 1903. 1615

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
No 466.

Dame Georgiana Périgny, de la paroisse de Saint-Tite, épouse de Xavier Jacob, de la dite paroisse de Saint-Tite, cultivateur et commerçant, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Xavier Jacob, de la dite paroisse de Saint-Tite, cultivateur et commerçant, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée par la demanderesse, en cette cause.

N. L. DUPLESSIS,

Procureur de la demanderesse.

Trois-Rivières, 29 avril 1903. 1617

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2382.

Dame Joséphine Raymond, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens d'Israël Chartier, maître-charretier, du même lieu, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son dit époux.

J. C. LAMOTHE,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 17 avril 1903. 1479-2

Province de Québec, }
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure*
No 146.

Dame Malvina Dumoulin a, ce jour, institué une action en séparation de biens à son époux. Walter Dorion, commerçant, du village de Saint-Eustache.

J. L. ST. JACQUES,

Procureur de la demanderesse.

Sainte-Scholastique, 6 avril 1903. 1433 3

Cour Supérieure—Kamouraska.
No 3009.

Dame Ernestine Bérubé, de la paroisse de Saint-Honoré, épouse commune en biens de Joseph Lebel, marchand de bois, du même lieu, Demanderesse ;

vs

Le dit Joseph Lebel, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.

ERNEST LAPOINTE,

Procureur de la demanderesse.

Fraserville, 18 septembre 1902. 1329-4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1033.

Dame Rosa Labelle, des cités et district de Montréal, épouse commune en biens de François-Xavier Quevillon, mécanicien, du même lieu, a, ce jour, intenté contre ce dernier, une action en séparation de biens.

J. H. DAVID,

Procureur de la demanderesse.

Montréal, 18 mars 1903. 1261.5

Province of Quebec. }
District of Three-Rivers. }
No. 467.

Dame Emma Dessureault, of the parish of Saint Tite, wife of Gédéon Jacob, trader, of the said parish of Saint Tite, duly authorized to appear in judicial proceedings, Plaintiff ;

vs

Gédéon Jacob, of the said parish of Saint-Tite, trader, Defendant.

An action in seperation as to property has been, this day, instituted by the plaintiff, in this cause.

N. L. DUPLESSIS,

Attorney for plaintiff.

Three-Rivers, 29th April, 1903. 1616

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 466.

Dame Georgiana Périgny, of the parish of Saint Tite, wife of Xavier Jacob, of the said parish of Saint Tite, farmer and trader, duly authorized to appear in judicial proceedings, Plaintiff ;

vs

The said Xavier Jacob, of the said parish of Saint Tite, farmer and trader, Defendant.

An action in seperation as to property has been, this day, instituted by the plaintiff, in this cause.

N. L. DUPLESSIS,

Attorney for plaintiff.

Three Rivers, 29th April, 1903. 1618

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2382.

Dame Joséphine Raymond, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Israël Chartier, master carter, of the same place, has, this day, instituted an action in separation as to property against her said husband.

J. C. LAMOTHE

Attorney for plaintiff.

Montreal, 17th April, 1903. 1480

Province of Quebec, }
District of Terrebonne. } *Superior Court.*
No. 146.

Dame Malvina Dumoulin has, this day, instituted an action for separation of property against her husband, Walter Dorion, trader, of the village of Saint Eustache.

J. L. ST. JACQUES,

Attorney for plaintiff.

Sainte Scholastique, 6th April, 1903. 1434

Superior Court.—Kamouraska.
No. 3009.

Dame Ernestine Bérubé, of the parish of Saint Honoré, wife common as to property of Joseph Lebel, lumber merchant, of the same parish, Plaintiff ;

vs.

The said Joseph Lebel, Defendant.
An action of separation of property has been instituted, this day, against the defendant.

ERNEST LAPOINTE,

Attorney for plaintiff.

Fraserville, 18th September, 1902. 1330

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1033.

Dame Rosa Labelle, of the city and district of Montreal, has instituted, this day, an action in separation as to property against her husband, François-Xavier Quevillon, machinist, of the city of Montreal.

J. H. DAVID,

Attorney for Plainti

Montreal, 18th March, 1903. 1262

Province de Québec,
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
No 3443.
Dame Philomène Robillard, de la paroisse de Saint-Thomas, dans le district de Joliette, épouse commune en biens de Thomas Masse, cultivateur, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice par un juge de cette cour,
Demanderesse ;
vs
Le dit Thomas Masse, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le huitième jour du mois d'avril 1903.
RENAUD & GUIBAULT,
1415-3 Procureurs de la demanderesse.

Province de Québec,
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure*
No 21.
Dame Rose Anna Lareau, épouse commune en biens de Joseph Ouellette, menuisier, de la paroisse de Notre-Dame de Bonsecours, district de Saint-Hyacinthe, dûment autorisé à ester en justice,
Demanderesse ;
vs
Joseph Ouellette, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de corps et de biens a été intentée ce vingt-quatrième jour de février 1903.
BEAUREGARD, RAINVILLE
& ST JULIEN,
Avocats de la demanderesse.
Saint-Hyacinthe, 24 mars, 1903. 1253.5
Cour Supérieure.—Kamouraska.
No 3006.

Dame Marie Louise Pelletier, de la ville de Fraserville, actuellement résidant en la paroisse de Saint-Alexandre, épouse commune en biens de Joseph Castonguay, employé du chemin de fer Intercolonial, de la dite ville de Fraserville, dûment autorisée à ester en justice, et Eugène Michaud, marchand, du même lieu, en sa qualité de curateur dûment nommé en justice à la dite Dame Marie-Louise Pelletier, pour l'autoriser et l'assister aux présentes,
Demanderesse ;
vs
Joseph Castonguay, de la dite ville de Fraserville, Défendeur.
Une action en séparation de corps et de biens a été, ce jour, instituée contre le défendeur.
ERNEST LAPOINTE,
Procureur de la demanderesse.
Fraserville, 12 septembre 1902. 1327-4

Province de Québec,
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No 1426.
Dame Eugénie Débigaré, de Québec, épouse commune en biens de George Elie Amyot, aussi de Québec, marchand, dûment autorisée aux fins des présentes, en justice, suivant la loi,
Demanderesse ;
vs
Le dit George Elie Amyot, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée ce jour, en cette cause.
C. E. DORION,
Procureur de la demanderesse.
Québec, 8 avril 1903. 1393-4

Province de Québec,
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
No 3442.
Dame Marie Exilia Aubin, épouse commune en biens de Eugène Laferrrière, marchand, tous deux de la paroisse de Sainte-Julienne, dit district, a institué une action en séparation de biens contre son dit époux.
J. P. LEON DUCHARME,
Procureur de la demanderesse.
Joliette, 7 avril 1902. 1385-4

Province of Quebec,
District of Joliette. } *Superior Court.*
No. 3443.
Dame Philomène Robillard, of the parish of Saint-Thomas, in the district of Joliette, wife common as to property of Thomas Masse, farmer, of the same place, and duly authorized to appear in judicial proceedings by a judge of this court,
Plaintiff ;
vs
The said Thomas Masse, Defendant.
An action for separation of property has been instituted in this cause, on the eighth day of the month of April, 1903.
RENAUD & GUIBAULT,
1416 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec,
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
No 21.
Dame Rose Anna Lareau, wife common as to property of Joseph Ouellette, joiner, of Notre-Dame de Bonsecours, district of Saint Hyacinth, duly authorized to ester en justice,
Plaintiff ;
vs
Joseph Ouellette, of the same place, Defendant.
An action for separation as to bed and property has been instituted the 24th of February, 1903.
BEAUREGARD, RAINVILLE
& ST JULIEN,
Attorneys for plaintiff.
Saint Hyacinth, 24th March, 1903. 1254
Superior Court.—Kamouraska.
No. 3006.

Dame Marie Louise Pelletier, of the town of Fraserville, now living in the parish of Saint Alexandre, wife common as to property of Joseph Castonguay, employée of the Intercolonial Railway, of the said town of Fraserville, duly authorized to appear in judicial proceedings, and Eugène Michaud, merchant, of the same place, in his quality of curator duly appointed to the said Marie Louise Pelletier, to authorize her for these presents,
Plaintiff ;
vs
The said Joseph Gastonguay, of the town of Fraserville, Defendant.
An action of separation of bed and property has been instituted, this day, against the defendant.
ERNEST LAPOINTE,
Attorney for plaintiff.
Fraserville, 12th September, 1902. 1328

Province of Quebec,
District of Quebec. } *Superior Court.*
No. 1426.
Dame Eugénie Débigaré, of Quebec, wife common as to property of George Elie Amyot, also of Quebec, merchant, duly authorized for the purposes of this action, by justice, according to law,
Plaintiff ;
vs
The said George Elie Amyot, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, this day.
C. E. DORION,
Attorney for plaintiff.
Quebec, 8th April, 1903. 1394

Province of Quebec,
District of Joliette. } *Superior Court*
No. 3442.
Dame Marie Exilia Aubin, wife common as to property of Eugene Laferrrière, merchant, both of the parish of Sainte Julienne, said district, has instituted an action in separation as to property against her said husband.
J. P. LEON DUCHARME,
Attorney for plaintiff.
Joliette, 7th April, 1903. 1386

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
No. 3438.

Dame Marie Louise Henault, de la paroisse de Saint-Cuthbert, dit district, a, ce jour, institué devant cette cour une action en séparation de biens contre son mari, Dieudonné Fafard, commerçant de foin, du même lieu.

VICTOR ALLARD,
Avocat de la demanderesse.
Joliette, 27 mars 1903. 1305

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No. 801.

Dame Clara Lévesque, de la ville d'Outremont, district de Montréal, épouse commune en biens de François-Xavier Lécuyer, boulanger, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens.

LOUIS MASSON,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 8 avril 1903. 1401-4

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Québec. }
No. 1322.

Délia Robitaille, Demanderesse ;

vs

George Gingras, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée ce jour, par la demanderesse, contre le défendeur.

M. H. CHABOT,
Dép. P. C. S.

J. E. FORTIN,
Procureur de la demanderesse.
Québec, 6 avril 1903. 1405-4

PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE LABELLE.

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Joseph Robillard, M. D., secrétaire-trésorier du conseil municipal du comté de Labelle, que le conseil de cette municipalité, à une session générale tenue à Papineauville, le onzième jour de mars mil neuf cent trois, a passé la résolution suivante :

Proposé par le conseiller Daoust, secondé par le conseiller Morin, qu'à l'avenir les lots douze (12), treize (13) et quatorze (14) de la première concession, et les lots douze (12), treize (13) et quatorze (14), de la deuxième concession de la paroisse de L'Ange Gardien, dans le canton de Buckingham, soient séparés de la dite municipalité de la paroisse de L'Ange Gardien et fassent partie de la municipalité du village de Masson, et que le secrétaire-trésorier transmette incessamment une copie de cette résolution et des pétitions s'y rapportant au secrétaire provincial, afin d'obtenir la sanction de la dite résolution par Son Excellence le lieutenant-gouverneur de la province de Québec. Adopté.

Laquelle résolution a été approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil, suivant avis reçu au bureau du dit conseil, le 3 avril courant.

Donné à Thurso, ce quatrième jour du mois d'avril mil neuf cent trois.

J. ROBILLARD, M. D.,
Secrétaire-trésorier, conseil municipal du
comté de Labelle.
1463-2

Avis est le présent donné que, sous un mois à compter de la dernière publication des présentes, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, par les requérants ci-après mentionnés,

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court*
No. 3438.

Dame Marie Louise Henault, of the parish of Saint Cuthbert, said district, has, this day, instituted before this court an action *en séparation de biens* against her husband, Dieudonné Fafard, hay dealer of the same place.

VICTOR ALLARD,
Attorney for plaintiff.
Joliette, 27th March, 1903. 1306

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 801.

Dame Clara Lévesque, of the town of Outremont, district of Montreal, wife common as to property of François-Xavier Lécuyer, baker, of the same place, duly authorized to appear in judicial proceedings, has, this day, instituted an action for separation of property.

LOUIS MASSON,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 8th April, 1903. 1402

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Quebec. }
No. 1322.

Délia Robitaille, Plaintiff ;

vs

George Gingras, Defendant.
An action in separation as to property has been instituted this day, by the plaintiff, against the defendant.

M. H. CHABOT,
Dept. P. S. C.

J. E. FORTIN,
Attorney for plaintiff.
Quebec, 6th April, 1903. 1406

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF LABELLE.

Public notice is hereby given by the undersigned, Joseph Robillard, M. D., secretary treasurer of the municipal council of the county of Labelle, that the council of this municipality, at a general session held at Papineauville, on the eleventh day of March, nineteen hundred and three, has passed the following resolution :

Moved by councillor Daoust, seconded by councillor Morin, that in the future, the lots Nos. 12, 13 and 14, of the first concession, and lots Nos. 12, 13 and 14, of the second concession of the parish of L'Ange Gardien, in the township of Buckingham, to detached from said municipality of the parish of L'Ange Gardien, and be annexed to the municipality of the village of Masson, and that the secretary treasurer of this council forward immediately a copy of the present resolution with copies of the petitions above mentioned to the provincial secretary, in order to obtain from the Lieutenant Governor of the province of Quebec, the sanction of said resolution. Carried.

Which resolution has been approved by the Lieutenant Governor in council, according to notice received at the office of this council, of the 3rd April instant.

Given at Thurso, this fourth day of April, nineteen hundred and three.

J. ROBILLARD, M. D.,
Secretary treasurer, municipal council of
the county of Labelle.
1464

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in council, by the petitioners hereinafter named, for a charter of

pour obtenir une charte par lettres-patentes, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, pour la province de Québec, constituant les dits requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie projetée, en corps politique et incorporé, sous le nom et pour les fins ci-après mentionnés.

1° Le nom social de la dite compagnie sera : "La Compagnie d'Imprimerie George Pinault, jr, à responsabilité (limitée)."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont, faire le commerce d'imprimerie.

3° Le siège principal des affaires de la dite compagnie sera à la cité de Montréal.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de dix mille dollars (\$10,000.00).

5° Le nombre des actions sera de quatre cents (400), et le montant de chaque action sera de vingt-cinq dollars (\$25.00).

6° Les noms, référence et profession des requérants sont comme suit : Georges F. Brissette, mécanicien, J. A. Giard, imprimeur, Henriette Gareau, imprimeur, Napoléon Caty, imprimeur, Théo. Grothé, marchand, tous de la cité de Montréal, district de Montréal, province de Québec.

7° Les cinq requérants ci-haut nommés seront les premiers directeurs de la compagnie.

CHENEVERT, LACOMBE & ROCHER,
Procureurs des requérants.

1608, rue Notre-Dame.

Montréal, 15 avril 1903.

1427-3

Avis est donné que dans le délai légal, demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, d'une charte par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, constituant en corporation civile les requérants et ceux qui pourront à l'avenir devenir actionnaires dans la compagnie projetée, sous le nom et pour les fins ci-dessous :

1° Le nom de la compagnie sera "La Chevrerie Canadienne".

2° Les fins pour lesquelles la constitution en corporation civile est demandée sont : établir, élever et développer une race de chèvres canadienne, et en tenir un registre ; faire le commerce de la chèvre, y compris spécialement le commerce du lait, la fabrication et le commerce du lait condensé, du beurre, du fromage, la préparation et le commerce des peaux, des viandes et des conserves de viande de chèvre et de tous autres produits ou sous produits ; d'établir et de maintenir des pouponnières et sanatoriums pour le traitement, par le lait de chèvre, des enfants et des malades, acquérir, posséder et exploiter tous les immeubles, fermes, ateliers, usines et établissements quelconques nécessaires à ces fins.

3° Le bureau principal de la compagnie sera dans la cité et district de Montréal.

4° Le capital de la compagnie sera de vingt mille dollars, divisé en deux cents actions de cent dollars chacune.

5° Les noms, qualité et résidence des requérants sont : Emile Galibert, industriel ; Rodolphe Tourville, négociant ; Edouard Joseph Chapleau, gérant ; Oscar Dufresne, gérant ; Raoul Lacroix, architecte, tous de Montréal susdit, demeurant en Canada, et sujets de sa Majesté, qui seront les directeurs provisoires de la compagnie.

BARNARD & DESSAULLES,
Procureurs des requérants.

Montréal, 15 avril 1903.

1441 3

incorporation, by letters patent, under the provisions of the joint stock companies act, for the province of Quebec, to incorporate the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, as a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The name of the company is to be "La Compagnie d'Imprimerie George Pinault, jr, à responsabilité (limitée)."

2. The purposes for which the incorporation of the company is sought, are to carry on a printing business.

3. The chief place of business of the said company will be at the city of Montreal.

4. The amount of the said company's stock will be ten thousand dollars (\$10,000.00).

5. The number of shares will be four hundred (400), and the amount of each share will be twenty five dollars (\$25.00).

6. The names, residence and calling of the petitioners are as follows : Georges Brissette machinist, J. A. Giard, printer, Henriette Gareau, printer, Napoléon Caty, printer, Theo. Grothé, merchant, all of the city of Montreal, district of Montreal, province of Quebec.]

7. The five petitioners above named will be the first directors of the company.

CHENEVERT, LACOMBE & ROCHER,
Attorneys for petitioners.

1608, Notre Dame street.

Montreal, 15th April 1903.

1428

Notice is given that within the legal delay, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for a charter of incorporation by letters-patent, under the provisions of the Joint Stock Companies Act, incorporating the applicants and such other persons as may hereafter become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed name of the company is "La Chevrerie Canadienne."

2. The purposes for which incorporation is sought are : to establish, raise and propagate a Canadian breed of goats, and to keep a register thereof ; to trade in and sell goats and all the products derived therefrom, including especially the trade of milk, the manufacture and trade of condensed milk and of butter and of cheese, the preparation or treatment and trade of the skins, meat and preserved meat of goats and of all other products or under-products ; to establish and operate nurseries and sanatoriums for the treatment of children and sick persons with goats' milk ; to acquire, hold and operate all the real estate farms, factory or establishments whatsoever that may be required for the aforesaid purposes.

3. The head office of the company shall be at the city and district of Montreal.

4. The capital of the company shall be twenty thousand dollars, divided into two hundred shares of one hundred dollars each.

5. The names, calling and address of the applicants are as follows : Emile Galibert, manufacturer, Rodolphe Tourville, trader, Edouard Joseph Chapleau, manager, Oscar Dufresne, manager, Raoul Lacroix, architect, all of Montreal aforesaid, residents of Canada and His Majesty's subjects, who shall be the provisional directors of the company.

BARNARD & DESSAULLES,
Attorneys for applicants.

Montreal, 15th April, 1903.

1442

Avis de Faillites

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François. }
Dans l'affaire de J. C. Blanchette, Failli.
Avis est par le présent donné que Joseph Cléophas Blanchette, marchand, du canton d'Emberton, a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le vingt-troisième jour d'avril mil neuf cent trois, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Saint-François, conformément à la loi.

WM. MURRAY,
Gardien provisoire.
Sherbrooke, 25 avril 1903. 1557

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
In re J. W. A. Lebel & Cie., Sherbrooke, P. Q.
Insolvables.

Un premier dividende a été préparé et sera payable à notre bureau le ou après le 18 mai 1903.
Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Curateurs conjoints.
Bureau de Kent & Turcotte,
97, rue Saint-Jacques.
Montréal, 2 mai 1903. 1587

District de Québec.

Re succession vacante de Joseph Pichette, épicier, de Québec

Avis est donné que le quatrième jour d'avril 1903, le soussigné a été nommé, par une ordonnance de la cour, curateur aux biens de la succession vacante du dit feu Joseph Pichette, en son vivant épicier, de Québec.

Les réclamations doivent être produites entre mes mains dans les trente jours.

JAMES B. JARVIS,
Curateur.
118 rue Saint-Pierre, Québec. 1609

Canada, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Alfred Demers, laitier, de Québec, Insolvable.

Avis est donné que le dit débiteur a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la cour supérieure, au palais de justice, en la cité de Québec.

JAMES B. JARVIS,
Gardien provisoire.
118, rue Saint-Pierre, Québec.
Québec, 28 avril 1903. 1607

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Albert F. Dawes, de la ville de Lachine, marchand de bois et de charbon, Failli.

Avis est par le présent donné que, je, John Hyde, comptable licencié, de la cité de Montréal, par jugement de Sa Seigneurie le juge Loranger, ai été nommé curateur aux biens du dit Albert F. Dawes, le tout tel que pourvu par la loi.

Les créanciers du dit Albert F. Dawes sont par le présent notifiés de produire leurs réclamations sous trente jours.

JOHN HYDE,
Curateur.
Montréal, 28 avril 1903. 1625

Bankrupt Notices

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court*
District of Saint Francis. }
In the matter of J. C. Blanchette, Insolvent.
Notice is hereby given that Joseph Cléophas Blanchette, merchant, of the township Emberton, has, on the twenty third day of April, 1903, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Saint Francis, according to law.

WM. MURRAY,
Provisional guardian.
Sherbrooke, 25th avril 1903. 1558

Province of Quebec, }
District of St. Francis. } *Superior Court.*
In re J. W. A. Lebel & Co., Sherbrooke, P. Q.,
Insolvents.

A first dividend has been prepared and will be payable at our office on or after 18th May, 1903.
Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Joint curators.
Office of Kent & Turcotte,
97, Saint James street.
Montreal, 2nd May, 1903. 1588

District of Québec.

Re vacant estate of Joseph Pichette, grocer, of Québec,

Notice is given that on the fourth day of April, 1903, the undersigned has been appointed, by an order of the court, curator to the property of the vacant estate of the said Joseph Pichette, in his lifetime, grocer, of Québec.

Claims must be filed with me within thirty days.

JAMES B. JARVIS,
Curator.
118, Saint Peter street, Québec. 1610

Canada, }
District of Québec. } *Superior Court.*
In the matter of Alfred Demers, milkman, of Québec, Insolvent.

Notice is given that the said debtor has made, this day, a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors at the prothonotary's office of the superior court, at the court house, in the city of Québec.

JAMES B. JARVIS,
Provisional guardian.
118, Saint-Peter street, Québec.
Québec, 28th April, 1903. 1608

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of Albert F. Dawes, of the town of Lachine, wood and coal merchant, Insolvent.

Notice is hereby given that, I, John Hyde, chartered accountant, of the city of Montreal, was, by judgment of His Lordship justice Loranger, appointed curator to the property of the said Albert F. Dawes, the whole as by law provided.

The creditors of the said Albert F. Dawes are hereby notified to file their claims within a delay of thirty days.

JOHN HYDE,
Curator.
Montreal, 28th April, 1903. 1626

Province de Québec, }
 District de Montréal. }
 James L. Spier, Demandeur ;

Cour Supérieure.

vs

Albert F. Dawes, de la ville de Lachine, marchand
 de bois et de charbon, Défendeur.

Avis est par le présent donné que je, soussigné,
 Albert F. Dawes, le dix-huitième jour d'avril 1903,
 ai fait un abandon judiciaire de mes biens pour le
 bénéfice de mes créanciers au bureau du protonotaire
 de la cour supérieure du district de Montréal.

ALBERT F. DAWES,
 Montréal, 18 avril 1903. 1627

Province of Quebec, }
 District of Montreal. }
 James L. Spier, Plaintiff ;

Superior Court.

vs

Albert F. Dawes, of the town of Lachine, wood and
 coal merchant, Defendant.

Notice is hereby given that I, the undersigned,
 Albert F. Dawes, did, on the eighteenth day of April,
 1903, in the office of the prothonotary of the
 superior court for the district of Montreal, make
 a judicial abandonment of my property for the
 benefit of my creditors.

ALBERT F. DAWES,
 Montreal, 18th April, 1903. 1628

Règles de Cour

Canada, }
 Province de Québec, }
 District de Bedford. }
 No 7070.

Cour Supérieure.

John Massé, Demandeur ;

vs

Louis Girard, du canton de Roxton, dit district,
 Défendeur ;

et

Joseph Girard, Tiers saisi.

Vu l'allégation de déconfiture du défendeur, et
 le jugement interlocutoire de l'honorable juge
 Lynch, rendu le 14 avril courant (1903), il est en-
 joint aux créanciers du dit défendeur de produire
 leurs réclamations dans les quinze jours de la date
 de la première insertion du présent avis.

LEONARD & NOYES,
 P. C. S.
 Sweetsburg, 17 avril 1903. 1483-2

Canada, }
 Province of Quebec, }
 District of Bedford. }
 No. 7070.

Superior Court.

John Massé, Plaintiff ;

vs

Louis Girard, of the township of Roxton, said
 district, Defendant ;

and

Joseph Girard, Tiers saisi.

Seeing the allegation of the insolvency of the
 defendant, and the interlocutory judgment of
 Honorable Mr. justice Lynch, rendered on the 14th
 day of April instant, (1903), the creditors of the
 said defendant are ordered to file their claims
 within fifteen days from the first publication of the
 present notice.

LEONARD & NOYES,
 P. S. C.
 Sweetsburg, 17th April, 1903. 1484

Province de Québec, }
 District de Bedford. }
 No 6863.

Cour Supérieure.

S. F. McKinnon Company, Limited,
 Demandeur ;

vs

Dame Mary Irvine, de la ville de Waterloo, dans le
 dit district, fille majeure et usant de ses droits,
 Défenderesse ;

et

Frederick Wolff May et al, Opposants.

Vu l'allégation de déconfiture de la défenderesse,
 et le jugement interlocutoire de l'honorable juge
 Lynch, rendu le 14 avril courant (1903), il est
 enjoint aux créanciers de la dite défenderesse de
 produire leurs réclamations dans les quinze jours de
 la date de la première insertion du présent avis.

LEONARD & NOYES,
 P. C. S.
 ALF. TOURIGNY,
 Avocat du demandeur.
 Sweetsburg 17 avril 1903. 1481-2

Province of Quebec, }
 District of Bedford. }
 No. 6863.

Superior Court.

S. F. McKinnon Company, Limited,
 Plaintiff ;

vs

Dame Mary Irvine, of the town of Waterloo, in said
 district, fille majeure et usant de ses droits,
 Defendant ;

and

Frederick Wolff May et al, Opposants.

Seeing the allegation of the insolvency of the
 defendant, and the interlocutory judgment of
 Honorable Mr. justice Lynch, rendered on the 14th
 day of April instant, (1903), the creditors of the
 said defendant are ordered to file their claims
 within fifteen days from the first publication of the
 present notice.

LEONARD & NOYES,
 P. S. C.
 ALF. TOURIGNY,
 Attorney for plaintiff.
 Sweetsburg, 17th April, 1903. 1482

Licitations

Canada, }
 Province de Québec, }
 District de St-François. }
 No 763.

Dans la Cour Supérieure.

LICITATION

Avis public est par le présent donné que, par et
 en vertu d'un jugement de la cour supérieure, sié-
 geant à Sherbrooke, dans le district de Saint-Fran-
 çois, rendu le douzième (12e) jour de mars 1903,
 dans une certaine cause où George F. Hetherington,
 du canton de Windsor, district de Saint-François,

Licitations

Canada, }
 Province of Quebec, }
 District of Saint Francis. }
 No. 763.

In the Superior Court.

LICITATION.

Public notice is hereby given by these presents
 that, by and in virtue of a judgment of the superior
 court, sitting at Sherbrooke, in the district of Saint
 Francis, rendered on the twelfth (12th) day of
 March, 1903, in a certain action in which George F.
 Hetherington, of the township of Windsor, district

cultivateur, est Demandeur ; et Isaac Hetherington, ci-devant du canton de Windsor, maintenant de lieux inconnus, dans les états unis d'Amérique, et Charles William Hetherington, du canton de Windsor, dans le district de Saint-François, Irene Hetherington (fille majeure usant de ses droits), Jane Hetherington, épouse commune en biens de Herbert Barlow, toutes deux de lieux inconnus dans les états unis d'Amérique, et le dit Herbert Barlow personnellement et afin d'assister et autoriser sa dite épouse à l'effet des présentes, et Margaret Elizabeth Hetherington, épouse commune en biens de Arden Hillis, tous deux de lieux inconnus dans les états unis d'Amérique, et le dit Arden Hillis, personnellement et afin d'assister et autoriser sa dite épouse à l'effet des présentes, et Albert Henry Hetherington, aussi de Windsor Mills susdit, tant personnellement qu'en sa qualité de tuteur dûment nommé à Arthur Hetherington, Isaac Hetherington et Susan Hetherington, enfants mineurs et représentants de Joseph John Hetherington, décédé, en son vivant aussi du dit canton de Windsor, sont Défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles décrits comme suit, à savoir :

(A) Ce lot de terre connu et décrit comme étant ce morceau de terre situé dans le canton de Windsor, décrit sur le plan du cadastre et au livre de renvoi du dit canton de Windsor, comme étant le lot No 602 (ci-devant connu comme lot No 24, dans le huitième rang du dit canton de Windsor), contenant 200 acres, plus ou moins, en superficie—avec les bâtisses et dépendances.

(B) Ce lot à bâtir ou emplacement situé dans la ville de Richmond, dit district de Saint-François, formant partie du lot No 19, dans le 14e rang du canton de Cleveland, contenant 85 pieds de largeur sur la profondeur qui se trouve jusqu'à la borne en arrière d'icelui ; borné en front par la rue Andrew, en arrière par la propriété de Dame Stephen Davis, d'un côté par Thomas Harper, et de l'autre côté par Patrick Campbell—avec une maison et autres dépendances sus-érigées.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le HUITIÈME jour de JUIN prochain, cour tenante, dans la salle d'audience, au palais de justice de la cité de Sherbrooke ; sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication ; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

CAMPBELL & McCABE,
Procureurs du demandeur.

Sherbrooke, 28 avril 1903. 1589
[Première publication, 2 mai 1903.]

Canada,
Province de Québec,
District de Montréal.

Avis est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le vingt-neuvième jour d'avril, mil neuf cent trois, dans une cause où Dame Julia Kannon alias Cannon, de la cité de Sainte-Gunégonde de Montréal, épouse séparée de biens de William Milloy, du même lieu, sculpteur, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse, sont Demandeurs ; et Dame Catherine Kannon alias Cannon, fille majeure, et Thomas Kannon alias Cannon, tous deux des cité et district de Montréal, sont Défendeurs ; et Mlle Mary Milloy, de la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal, dans le district de Montréal, fille majeure, est mis-en-cause, ordonnant

of Saint Francis, farmer, is Plaintiff ; and Isaac Hetherington, heretofore of the township of Windsor, now of parts unknown, in the united states of America, and Charles William Hetherington, of the township of Windsor, in the district of Saint Francis, Irene Hetherington (*fille majeure usant de ses droits*), Jane Hetherington, wife common as to property of Herbert Barlow, both of parts unknown in the united states of America, and the said Herbert Barlow personally and to assist and authorize his said wife in this behalf, and Margaret Elizabeth Hetherington, wife common as to property of Arden Hillis, both of parts unknown in the united states of America, and the said Arden Hillis, personally and to assist and authorize his said wife in this behalf, and Albert Henry Hetherington, also of Windsor Mills aforesaid, as well personally as in his quality of tutor duly appointed to Arthur Hetherington, Isaac Hetherington and Susan Hetherington, minor children and representatives of Joseph John Hetherington deceased, in his lifetime also of the said township of Windsor, are Defendants, ordering the licitation of certain immoveables described as follows, to wit :

(A) That lot of land known and described as being that certain piece of land situate in the township of Windsor, described on the cadastral plan and in the official book of reference for the said township of Windsor, as being lot No. 602, (heretofore known as lot No. 24, in the eighth range of the said township of Windsor), containing 200 acres, more or less, in superficies—with the buildings and dependencies thereof.

(B) That certain building lot or emplacement situate in the town of Richmond, said district of Saint Francis, forming part and portion of the lot No. 19, of the 14th range of the township of Cleveland, containing 85 feet in width by whatever depth there may be found to the rear boundary thereof ; bounded in front by Andrew street, in the rear by Mrs. Stephen Davis, property, on one side by Thomas Harper, and on the other side by Patrick Campbell—with the house and other dependencies thereon.

The above described immovables will be put up to auction and adjudged to the highest and last bidder, on the EIGHTH day of JUNE next, in the court room, at the court house, in the city of Sherbrooke, sitting the court ; subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court ; and all oppositions to annul, to secure charges or to withdraw to said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as above for the sale and adjudication ; and that all oppositions for payment must be filed within six days after the adjudication ; and on default by the parties to file the said oppositions in the delay above prescribed, they will be foreclosed from so doing.

CAMPBELL & McCABE,
Attorneys for plaintiff.

Sherbrooke, 28th April, 1903. 1590
[First published, 2nd May, 1903.]

Canada,
Province of Quebec,
District of Montreal.

Notice is hereby given that, under and by virtue of the judgment of the superior court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the twenty-ninth day of April, one thousand nine hundred and three, in the cause of Dame Julia Kannon alias Cannon, of the city of Sainte-Cunégonde of Montreal, wife separate as to property of William Milloy, of the same place, sculptor, and the latter to authorize his said wife, are Plaintiffs ; and Dame Catherine Kannon alias Cannon, spinster, of the full age of majority, and Thomas Kannon alias Cannon, both of the city and district of Montreal, are Defendants ; and Miss Mary Milloy, of the city of Sainte-Cunégonde, of Montreal, in the district

la licitation de certains immeubles décrits comme suit, à savoir :

1° Ce lot de terre sis et situé sur la rue Murray, dans le quartier Sainte-Anne, dans la cité de Montréal, connu aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Anne, sous le numéro 1436—avec les bâtisses sus-érigées, avec tous les droits, circonstances et dépendances;

2° Ce lot de terre situé dans la paroisse de Montréal, sur la rue Laprairie, dans le quartier Saint-Gabriel, connu aux plan et livre de renvoi officiels des dites paroisse et quartier, sous le numéro 2872—avec tous les droits, circonstances et appartenances.

Les immeubles ci-dessus décrits seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, VENDREDI, le CINQUIEME jour de JUIN, 1903, cour tenante, en la salle d'audience du palais de justice, dans les cité et district de Montréal, chambre No 31, à DIX heures ET DEMIE du matin; sujets aux charges clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour, et toute opposition afin d'annuler, afin de charge, afin de distraire à être faite à la dite licitation devra être déposé au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

BUCHAN & ELLIOTT,
Procureurs des demandeurs.

Montréal, 30 avril 1903. 1611
[Première publication, 2 mai 1903.]

Ventes par le Sherif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } **F**RANK ROSS, Deman-
No 158. } **D**eur, contre "THE
JOHNSON'S CO," Défenderesse, et Robert Grant
Ward, intervenant, et le dit Frank Ross, contestant.

Comme appartenant à l'intervenant :

1° Un immeuble étant le numéro six cent quatre-vingt-dix-huit (698), des plan et livre de renvoi officiels pour le township d'Irlande, contenant cent quatre-vingt-six (186) acres en superficies, plus ou moins avec les bâtisses dessus construites.

2° Le lot numéro six cent quatre-vingt-dix-neuf (699), des plan et livre de renvoi officiels pour le dit township d'Irlande, contenant quatre-vingt-onze (91), acres en superficie—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Adrien d'Irlande, le TROISIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaskaville, 29 avril 1903 1629
[Première publication, 2 mai 1903.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } **E**SDRAS DIONNE, De-
No 11. } **M**andeur; vs JOSEPH
BROSSEAU, Défendeur.

La moitié nord-ouest du lot numéro vingt-six, du sixième rang du township de Durham, dans la municipalité de L'Avenir, étant le numéro quatre cent quatre (404), des plan et livre de renvoi officiels du township de Durham.

of Montreal, spinster, of the full age of majority, is *mis en cause*, ordering the licitation of certain immovable property described as follows, to wit :

1. That certain lot of land situate and being on Murray street, in the Saint Ann's ward, in the city of Montreal, known on the official plan and book of reference of the Saint Ann's ward, under the number 1436—with buildings thereon erected, with all rights and appurtenances thereto belonging.

2. That certain lot of land situate in the parish of Montreal, on Laprairie street, in the Saint Gabriel ward, known on the official plan and book of reference of the said parish and ward, under the number 2872—with all the rights and appurtenances thereto belonging.

3. The properties above described will be put up for sale by auction and adjudged to the last and highest bidder, on FRIDAY, the FIFTH day of JUNE 1903, at HALF PAST TEN of the clock in the forenoon, at the sitting of the court, in the court room number 31, of the court house, in Montreal; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale adjudication; and that any oppositions for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

BUCHAN & ELLIOTT,
Attorneys for plaintiffs.

Montreal, 30th April, 1903. 1612
[First published, 2nd May, 1903.]

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-dermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } **F**RANK ROSS, Plaintiff;
No 158. } **A**gainst THE JOHN-
SON'S Co., Defendant, and Robert Grant Ward,
intervenant, and the said Frank Ross, contestant.

As belonging to said intervenant :

1. An immoveable being number six hundred and ninety eight (698), of the official plan and book of reference for the township of Ireland, containing one hundred and eighty six (186) acres in superficies, more or less—with the buildings thereon erected.

2. Lot number six hundred and ninety nine (699), of the official plan and book of reference for said township of Ireland, containing ninety one (91) acres in superficies—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Adrien of Ireland, on the THIRD day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Shérif.
Arthabaskaville, 29th April, 1903. 1630
[First published, 2nd May, 1903.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } **E**SDRAS DIONNE,
No 11. } **P**laintiff; vs JOSEPH
BROSSEAU, Defendant.

The north west half of lot number twenty six, in the sixth range of the township of Durham, in the municipality of L'Avenir, being number four hundred and four (404), of the official plan and book of reference for the township of Durham.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Pierre de Durham, le DOUZIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT, Shérif.
Bureau du Shérif, Arthabaskaville, 8 avril 1903. 1343.2
[Première publication, 11 avril 1903.]

To be sold at the parochial church door of Saint Pierre de Durham, in the TWELFTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon

P. L. TOUSIGNANT, Sheriff.
Sheriff's Office, Arthabaskaville, 8th April, 1903. 1344
[First published, 11th April, 1903.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES & HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } **ULRIC MARCOTTE ET AL.**,
No 3879. } Demandeurs ; contre **LES**
HERITIERS de feu Joseph Pepin, fils, Défendeurs, savoir :

Tous les droits et prétentions qu'ont et peuvent avoir les défendeurs en cette cause sur une terre contenant trois arpents de front sur vingt arpents de profondeur, plus ou moins ; bornée en front par la rivière Chaudière, d'un côté au sud-est à Gédéon Lachance, et au nord-ouest à Elzéar Pomerleau, étant le lot numéro huit a (8a), suivant le cadastre officiel pour le premier rang du canton de Shenley, en les comté et district de Beauce — avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Cette vente sera faite aux conditions et charge suivantes, savoir :

L'adjudicataire devra payer à Elzéar Pomerleau, cultivateur, de la paroisse de Saint-Martin, une somme de quatre cents piastres, par versements annuels, égaux et consécutifs de cinquante piastres chaque, le premier versement devant se faire au commencement de juin mil neuf cent trois, et les paiements subséquents au commencement de juin de chaque année, sans intérêt, et au cas où l'acquéreur négligerait de faire aucun des dits versements à son échéance, le dit Elzéar Pomerleau restera en possession de la dite terre sans frais de justice, ni restitution de deniers.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, qui devait avoir lieu à dix heures de l'avant-midi, le dix-septième jour de septembre 1902, au bureau d'enregistrement du comté de Beauce, en la paroisse de Saint-François de la Beauce, aura lieu à MIDI, le VINGTIEME jour de MAI 1903, au dit bureau d'enregistrement du comté de Beauce, en la paroisse de Saint-François de la Beauce.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Village de Saint-Joseph, Beauce, 27 avril 1903. 1581

[Première publication, 2 mai 1903.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } **DAME ANAIS MORIN**,
No 3603. } Demanderesse ; contre
THOMAS DULAC, Défendeur, savoir :

Le lot cadastral numéro cinq cent soixante-dix-huit (578), de la paroisse de Sainte-Marie, comté de Beauce—avec bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marie de la Beauce, le TROISIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Village de Saint-Joseph, Beauce, 27 avril 1903. 1579

[Première publication, 2 mai 1903.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Beauce.

Beauce, to wit : } **ULRIC MARCOTTE ET AL.**,
No 3379. } Plaintiffs ; against **THE**
HEIRS of the late Joseph Pepin, junior, Defendants, to wit :

All the rights and pretensions which the defendants in this cause have or may have, upon a land containing three arpents in front by twenty arpents in depth, more or less ; bounded in front by the rivière Chaudière, on one side to the south east by Gédéon Lachance, and on the north west by Elzéar Pomerleau, being lot number eight a (8a), according to the official cadastre for the first range of the township of Shenley, in the county and district of Beauce—together with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

This sale will be made subject to the following conditions and charges, to wit :

The purchaser shall pay to Elzéar Pomerleau, farmer, of the parish of Saint Martin, a sum of four hundred dollars in equal and consecutive yearly instalments of fifty dollars each, the first instalment to be made at the commencement of June, one thousand nine hundred and three, and the following payments at the commencement of June in each year, without interest, and in the event of the said purchaser neglecting to make any of the said payments, when it falls due, the said Elzéar Pomerleau will remain in possession of the said land, without law costs or refund of moneys.

Notice is hereby given that the sale of the immovables seized in this present cause, which should have taken place at ten o'clock in the forenoon, on the seventeenth day of September, 1902, in the registry office of the county of Beauce, in the parish of Saint François de la Beauce, will take place at NOON, on the TWENTIETH day of MAY, 1903, in the said registry office of the county of Beauce, in the parish of Saint François de la Beauce.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Village of Saint Joseph, Beauce, 27th April, 1903. 1582

[First published, 2nd May, 1903.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } **DAME ANAIS MORIN**, Plain-
No. 3603. } tiff ; against **THOMAS**
DULAC, Defendant, to wit :

Cadastral lot number five hundred and seventy eight (578), of the parish of Sainte Marie, county of Beauce—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Marie de la Beauce, on the THIRD day of JUNE next, at TEN of the clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Village of Saint Joseph Beauce, 27th April, 1903. 1580

First published, 2nd May, 1903.]

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Bedford.

Province de Québec, } JAMES CONNOLLY, du
District de Bedford, } canton de Bolton (partie
No 6549. } ouest), dans le district de
Bedford, cultivateur, Demandeur; contre les meubles et immeubles de FRANK H. STANBRIDGE, du canton de Bolton (partie ouest), dans le district de Bedford, Défendeur.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis en cette cause, ci-devant annoncée comme devant avoir lieu à dix heures de l'avant-midi, le dixième jour d'août dix-neuf cent un (1901), à la porte de l'église de la paroisse de Saint Edouard de Knowlton, dans le village de Knowlton et districts de Bedford, aura lieu à DIX heures de l'avant-midi, le PREMIER jour de JUIN prochain, dix-neuf cent trois (1903), à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Edouard de Knowlton, dans le village de Knowlton et district de Bedford.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du shérif, Sweetburg, 25 avril 1903.
[Première publication, 2 mai 1903.]

Sherif.
1577

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Bedford.

Province of Québec, } JAMES CONNOLLY, of
District of Bedford, } the township of Bolton,
No. 6549. } (west part), in the district of
Bedford, farmer, Plaintiff; against the goods and lands of FRANK H. STANBRIDGE, of the township of Bolton, (west part), in the district of Bedford, Defendant.

Notice is hereby given that the sale of immovables seized in this cause, formerly announced to take place at ten of the clock in the forenoon, on the tenth day of August, nineteen hundred and one (1901), at the parish church door of Saint Edouard of Knowlton, in the village of Knowlton, and district of Bedford, will take place at TEN of the clock in the forenoon, on the FIRST day of JUNE next, nineteen hundred and three (1903), at the parish church door of Saint Edouard of Knowlton, in the village of Knowlton, and district of Bedford.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Sweetburg, 25th April, 1903.
[First published, 2nd May, 1903.]

Sherif.
1578

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel quementionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir : } LA VILLE DE CHICOUTIMI, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires en la dite ville, Demanderesse, contre JOSEPH TREMBLAY, en sa qualité de curateur, dûment élu en justice à Joseph Tremblay (Leloup), du même lieu, interdit pour démence, Défendeur.

1° Un lopin de terre situé dans le quartier ouest de la ville de Chicoutimi, comprenant les numéros huit cent soixante et dix, ayant 136,468 pieds en superficie et huit cent soixante et onze, ayant 54,462 pieds en superficie, du cadastre officiel de la ville de Chicoutimi—avec bâtisses et dépendances.

2° Un lopin de terre situé dans le quartier ouest de la ville de Chicoutimi, comprenant les numéros huit cent quatre-vingt-seize, ayant 136,468 pieds en superficie et huit cent quatre-vingt-dix-sept, ayant 43,820 pieds en superficie du cadastre officiel de la ville de Chicoutimi—avec dépendances.

3° Un lopin de terre situé dans le quartier centre de la ville de Chicoutimi, comprenant le numéro six cent soixante et seize, du cadastre officiel de la ville de Chicoutimi, contenant 36,680 pieds en superficie—avec dépendances.

4° Un lopin de terre situé dans le quartier centre de la ville de Chicoutimi, comprenant le numéro 675, ayant 112,620 pieds en superficie, et les Nos 674, 673, 672 et 671, du cadastre officiel de la ville de Chicoutimi, contenant chacun 136,180 pieds en superficie—avec circonstances.

5° Un lopin de terre situé dans le quartier centre de la ville de Chicoutimi, comprenant les numéros

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS.

Superior Court.—Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit : } THE TOWN OF CHICOUTIMI, a body politic and incorporated, having its chief place of business in the said town, Plaintiff; against JOSEPH TREMBLAY, in his quality of curator, duly and legally appointed to Joseph Tremblay (Leloup), of the same place, an interdict for insanity, Defendant.

1. A lot of land being and situated in the west ward of the town of Chicoutimi, comprising numbers eight hundred and seventy, containing 136,468 feet in superficies and eight hundred and seventy one, containing 54,462 feet in superficies, of the official cadastre for the town of Chicoutimi— together with buildings and dependencies.

2. A lot of land being and situated in the west ward of the town of Chicoutimi, comprising numbers eight hundred and ninety six, containing 136,468 feet in superficies and eight hundred and ninety seven, containing 43,820 feet in superficies, of the official cadastre for the town of Chicoutimi— together with dependencies.

3. A lot of land being and situated in the center ward of the town of Chicoutimi, comprising number six hundred and seventy six, of the official cadastre for the town of Chicoutimi, containing 36,680 feet in superficies— together with dependencies.

4. A lot of land being and situate in the center ward of the town of Chicoutimi, comprising number 675, containing 112,620 feet in superficies, and Nos. 674, 673, 672 and 671, of the official cadastre for the town of Chicoutimi, each lot containing 136,180 feet in superficies— together with circumstances.

5. A lot of land being and situate in the center ward of the town of Chicoutimi, comprising numbers

669, 668, 667 et 666, du cadastre officiel de la ville de Chicoutimi, contenant 136,180 pieds en superficies, chacun.

6° Un lopin de terre situé dans le quartier centre de la ville de Chicoutimi, comprenant les numéros 683 et 686, du cadastre officiel de la dite ville, contenant 136,180 pieds en superficies, chacun—avec réserve et distraction du terrain laissé entre les deux numéros pour l'ouverture d'une rue.

7° Un lopin de terre situé dans le quartier centre de la ville de Chicoutimi, comprenant les numéros 687 et 690, du cadastre officiel de la dite ville de Chicoutimi, contenant 261,360 pieds en superficies, chacun.

8° Un lopin de terre situé dans le quartier centre de la ville de Chicoutimi, comprenant le numéro 693, ayant 433,620 pieds en superficie et le numéro 694 ayant 128,700 pieds en superficie, du cadastre officiel de la dite ville.

Pour être vendus au bureau du soussigné, au palais de justice, à Chicoutimi, le TROISIEME jour du mois de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

O. BOSSE,
Bureau du Shérif, Shérif.
Chicoutimi, 28 avril 1903. 1637
[Première publication, 2 mai 1903.]

Ventes par le Shérif—Montmagny

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District de Montmagny, No 449. } ANTOINE GIRARD, de la paroisse de Saint-Nérée de Bellechasse, cultivateur : vs. DAVID BRULOTTE, rentier, de Sainte-Appoline de Patton de Montmagny, *ès-qualité*, savoir :

Un terrain situé en la paroisse de Notre-Dame du Rosaire, connu aux plan et livre du cadastre officiel pour le canton Montminy, sous le numéro un (1), premier rang sud-est du canton Armagh, partie annexée au canton Montminy—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Montmagny, MERCREDI, le TROISIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. B. A. LEPINE,
Bureau du Shérif, Shérif.
Montmagny, 28 avril 1903. 1606
[Première publication, 2 mai 1903.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montreal.

Montréal, à savoir : } THE STANDARD LIFE No 189. } INSURANCE COMPANY, compagnie établie en Ecosse, et reconnue et autorisée par divers actes du Parlement Impérial, et spécialement par l'acte de 1883, du dit parlement,

669, 668, 667 and 666, of the official cadaster for town of Chicoutimi, containing 136,180 feet in superficies, each.

6. A lot of land being and situate in the center ward of the town of Chicoutimi, comprising numbers 683 and 686 of the official cadastre for the said town, containing 136,180 feet in superficies, each—with the reserve and separation of a lot of land set aside between the two numbers for the opening of a street.

7. A lot of land being and situate in the center ward of the town of Chicoutimi, comprising numbers 687 and 690, of the official cadastre for the said town of Chicoutimi, containing 261,360 feet in superficies, each.

8. A lot of land being and situate in the center ward of the town of Chicoutimi, comprising number 693, containing 433,620 feet in superficies and number 694, containing 128,700 feet in superficies, of the official cadastre for the said town.

To be sold in the office of the undersigned, in the court house, at Chicoutimi, on the THIRD day of the month of JUNE next, at TEN of the clock in forenoon.

O. BOSSE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, 28th April, 1903. 1638
[First published, 2nd May, 1903.]

Sheriff's Sales—Montmagny

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Montmagny, No. 449. } ANTOINE GIRARD, of the parish of Saint Nérée de Bellechasse, farmer, vs DAVID BRULOTTE, rentier, of Saint Appoline de Patton de Montmagny, *ès-qualité*, to wit :

A lot situate in the parish of Notre Dame du Rosaire, known on the plan and book of official cadastre for the township Montminy, under number one (1), first range south east of the township Armagh, partly annexed to the township Montminy—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the registration office of the county of Montmagny, on WEDNESDAY, the THIRD day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. B. A. LEPINE,
Sheriff's office, Sheriff.
Montmagny, 28th April, 1903. 1606
[First published, 2nd May, 1903.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montréal, to wit : } THE STANDARD LIFE No 189. } INSURANCE COMPANY, a company established in Scotland, and recognized and empowered by divers acts of the Imperial Parliament and especially by the Standard Life

concernant la dite Standard Life Assurance Company, et ayant son principal bureau d'affaires pour la puissance du Canada, dans la cité de Montréal, dans la province de Québec, Demanderesse ; contre les terres et tenements de WILLIAM CLENDINNENG, FILS, de la ville de Westmount, district de Montréal, fondateur, en sa qualité de tuteur dument nommé à son enfant mineur, Annie Isabella Clendinneng, Défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur es-qualité et en sa possession, l'immeuble suivant, savoir :

Ce lopin de terre faisant front à la rue Dorchester, dans la cité de Montréal, formant la partie sud-ouest du lot connu et désigné comme lot numéro onze, sur le plan de subdivision dument fait et déposé, du lot numéro seize cent vingt-un (1621-11), du plan et livre de renvoi officiel du quartier Saint-Antoine ; le dit lot étant borné en front, au nord-ouest, par la rue Dorchester, en arrière, au sud-est par une ruelle de quinze pieds de largeur communiquant avec la rue des Seigneurs, et connue comme subdivision numéro huit, du dit lot officiel (1621-8), d'un côté, au sud-ouest par le lot numéro de subdivision dix, du dit lot officiel (1621-10), la propriété de la succession de feu Daniel Noé Wetzlar ; la ligne de division entre la propriété maintenant décrite et celle de la dite succession Wetzlar est le centre du mur mitoyen nord-est de la maison construite sur la propriété de la dite succession Wetzlar et le prolongement de telle ligne de centre, et de l'autre côté au nord-est par le résidu de la dite subdivision onze, la propriété de madame Price—avec la maison sus-érigée, et avec le droit de passage à toujours, à pieds, avec voitures et animaux dans la dite ruelle en arrière pour aller à et revenir de la rue des Seigneurs, en commun avec ceux qui ont les mêmes droits de passage, mais n'ayant pas le droit d'encombrer la dite ruelle de quelque manière que ce soit.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le QUATRIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,
Député Shérif.
Bureau du Shérif,
Montréal, 29 avril 1903. 1621
[Première publication, 2 mai 1903.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, le savoir : } SUN LIFE ASSURANCE
No 1497. } COMPANY OF CANADA,
DA, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal. Demanderesse ; contre les terres et tenements de GEORGE A. HUGHES, de Sainte-Anne de Bellevue, dans le district de Montréal, mais maintenant résidant dans la cité de Montréal, dit district, et WILLIAM MANN, des cité et district de Montréal, Défendeurs, conjointement et solidairement.

Saisi comme appartenant et en la possession du dit défendeur, George A. Hughes, l'immeuble suivant, savoir :

Cette terre ou lot de terre sis et situé dans la paroisse de Sainte-Anne du Bout de l'Île, dans le comté de Jacques-Cartier, connu et désigné sous le numéro trois cent dix (310), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, divisé en deux parties, la première contenant trois arpents de largeur sur vingt arpents de profondeur, et de là, trois arpents et un quart de largeur sur une autre profondeur de dix arpents, plus ou moins ; borné en front au sud-est par la rivière Ottawa, en arrière par le lot ci-après décrit, du côté sud-ouest par Félix Sauvé, et du côté nord-est par les représentants de Joseph Sauvé—avec deux maisons, granges et autres bâtisses sus-érigées ; cependant à distraire d'icelui un emplacement appartenant ci-devant à Joseph Dubois, contenant un demi arpent de largeur sur la profondeur qui se trouve entre le chemin du Roi et la dite rivière

Assurance Company's act of 1883, of said parliament, and having its principal office for the Dominion of Canada, in the city of Montreal, in the province of Quebec, Plaintiff ; against the lands and tenements of WILLIAM CLENDINNENG, THE YOUNGER, of the town of Westmount, district of Montreal, founder, in his quality of tutor duly named to his minor child, Annie Isabella Clendinneng, Defendant.

Seized as belonging and in the possession of the said defendant *es-qualité*, the following immovable, to wit :

That certain lot of land fronting on Dorchester street, in the city of Montreal, forming the south west part of the lot known and distinguished as lot number eleven, on the subdivision plan duly made and filed of lot number sixteen hundred and twenty-one (1621-11), on the official plan and book of reference of the Saint Antoine ward ; the said lot being bounded in front, to the north west by Dorchester street, in rear to the south east by a lane of fifteen feet in width communicating with Seigneurs street, and known as subdivision number eight, of the said official lot (1621-8), on one side to the south west by lot subdivision number ten, of said official lot (1621-10), the property of the estate of the late Daniel Zoé Wetzlar ; the line of division between the property now described and that of the said estate Wetzlar is the centre of the north east gable wall of the house erected on the property of the said estate Wetzlar, and the prolongation of such centre line, and on the other side to the north east by the remainder of the said subdivision eleven, the property of Mrs Price—with the house thereon erected, and with the right of passage for ever, on foot and with vehicles and animals in, over and upon the said lane, in rear to and from Seigneurs street, in common with those who may have similar rights of passage, but with no right to encumber the said lane in any way.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,
Deputy Sheriff.
Sheriff's office,
Montreal, 29th April, 1903. 1622
[First published, 2nd May, 1903.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal to wit : } SUN LIFE ASSURANCE
No 1497. } COMPANY OF CANADA,
a body politic and corporate, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of GEORGE A. HUGHES, of Sainte Anne de Bellevue, in the district of Montreal, but presently residing in the city of Montreal, said district, and WILLIAM MANN, of the city and district of Montreal, Defendant, jointly and severally.

Seized as belonging and in the possession of the said defendant, George A. Hughes, the following immovable, to wit :

That certain farm or lot of land situate and being in the parish of Sainte Anne du Bout de l'Île, in the county of Jacques Cartier, known and designated by the number three hundred and ten (310), on the official plan and in the book of reference of the said parish, divided in two parts, the first whereof containing three arpents in width by twenty arpents in depth, and thence, three arpents and a quarter in width by a further depth of ten arpents, more or less ; bounded in front to the south east by the Ottawa river, in rear by lot hereinafter described, on the south west side by Félix Sauvé, and on the north east side by the representatives of Joseph Sauvé—with two houses, barns and other buildings thereon erected ; to be deducted therefrom, however, an emplacement formerly belonging to Joseph Dubois, which contains one half arpent in width by the depth there may be between the King's highway

Ottawa ; et la deuxième partie de la dite terre située au même lieu, dans la Côte Sainte-Marie, contenant trois arpents et un quart de largeur sur quatre arpents et six perches de profondeur dans la ligne du dit Félix Sauvé, et deux arpents et une perche dans la ligne des dits représentants de Joseph Sauvé ; borné en front, au sud-est, par le morceau de terre ci-dessus décrit, en arrière par la propriété d'un nommé Robillard, au sud-ouest par le dit Félix Sauvé, et du côté nord-est par les dits représentants de Joseph Sauvé. A distraire du dit lot de terre les parties prises pour le chemin public et le chemin de fer Grand Tronc et Ontario et Québec, sans garantie de mesure précise.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le QUATRIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,
Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 29 avril 1903. 1623
[Première publication, 2 mai 1903.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } DAME ZOË MARINEAU,
No. 9942. } veuve de feu Hector
Lareau, en son vivant commerçant, de Montréal,
tant en sa qualité d'exécutrice testamentaire du dit
Hector Lareau, qu'en sa qualité de légataire univer-
selle du dit Hector Lareau, de Montréal, Demande-
resse ; contre les terres et tenements de JOSEPH
TURCOT, des cité et district de Montréal, Défendeur.

Un emplacement situé au coin de la rue Marie-Anne et du chemin Papineau, dans la municipalité du village DeLorimier, comté d'Hochelaga, district de Montréal—avec maisons dessus érigées et les servitudes s'y rattachant, contenant trente pieds de front sur le chemin Papineau par quatre-vingt-quinze pieds de profondeur sur la rue Marie-Anne ; borné en front par le dit chemin Papineau, et du côté sud-est par la dite rue Marie-Anne, en profondeur et du côté nord-ouest par un terrain appartenant à Dame Aurélie Gareau, épouse séparée de biens de Louis Piette (ou représentants) ; l'emplacement présentement saisi comprenant les trois-huitièmes sud-est divisés des lots de terre connus et désignés sur le plan et au livre de renvoi officiels du village de la côte de la Visitation, dit comté d'Hochelaga, sous les numéros quatre-vingts et quatre-vingt-un (80 et 81), de la subdivision officielle d'une partie du lot numéro primitif cent cinquante-trois (153).

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le CINQUITIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,
Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 30 avril 1903. 1495
Première publication du 25 avril 1903, est nulle.
[Première publication, 2 mai 1903.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } THE IMPERIAL INSU-
No. 2145. } RANCE COMPANY
LIMITED, corps politique et dûment incorporé,
ayant son principal bureau et sa principale place
d'affaires dans les cité et district de Montréal,
Demanderesse ; contre les terres et tenements de
THOMAS F. TRIHEY, des cité et district de
Montréal, Défendeur.

Un morceau de terre sis et situé dans le quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal, étant le tiers ($\frac{1}{3}$), sud ouest du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Antoine, sous le numéro mille trente-sept (1037), le dit tiers contenant treize pieds et quatre pouces de front, treize pieds sur l'arrière ligne, par quatre-vingt-quinze (95) pieds de profondeur, le tout plus ou moins, mesure anglaise ; borné en front par la

and the said Ottawa river ; and the second portion of said farm situate in the same place, in Côte Sainte Marie, containing three arpents and a quarter in width by four arpents and six perches in depth in the line of said Félix Sauvé, and two arpents and one perche in the line of said representatives Joseph Sauvé ; bounded in front to the south east by the piece of land above described, in rear by the property of one Robillard, on the south west by said Félix Sauvé, and on the north east side by said representatives Joseph Sauvé. From the said lot of land is to be deducted the portions taken for the highway and for the Grand Trunk and Ontario and Quebec Railway, without warranty as to precise measurement.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 29th April, 1903. 1624
[First published, 2nd May, 1903.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit ; } DAME ZOË MARINEAU,
No. 9942. } widow of the late Hector
Lareau, in his lifetime trader, of Montreal, as well
in her quality of testamentary executor to the said
Hector Lareau, as in her quality of universal legatee
of the said Hector Lareau, of Montreal, Plaintiff ;
against the lands and tenements of JOSEPH
TURCOT, of the city and district of Montreal,
Defendant.

A lot situate on the corner of Marie Anne street and the Papineau road, in the municipality of the village De Lorimier, county of Hochelaga, district of Montreal—with houses thereon erected, and the servitudes thereunto appertaining, containing thirty feet in front on the Papineau road, by ninety five feet in depth on Marie Anne street ; bounded in front by the said Papineau road, and on the south east side by the said Marie Anne street, in depth and on the north west side by a lot belonging to Dame Aurélie Gareau, wife separated as to property of Louis Piette (or representatives) ; the lot now seized comprising the south east three eighths divided of the lots of land known and described on the official plan and book of reference of the village of Côte de la Visitation, said county of Hochelaga, as numbers eighty and eighty one (80 and 81), of the official subdivision of a part of lot primitive number one hundred and fifty three (153).

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 30th April, 1903. 1496
First publication of 25th April, 1903, is null.
[First published, 2nd May, 1903.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } THE IMPERIAL INSU-
No. 2145. } RANCE COMPANY, LI-
MITED, a body politic and corporate, duly incor-
porated and having its head office and principal
place of business in the city of Montreal, Plaintiff ;
against the lands and tenements of THOMAS F.
TRIHEY, of the city and district of Montreal, De-
fendant.

A piece of land situate and being in Saint-Antoine ward, of the city of Montreal, being the south west one third ($\frac{1}{3}$), of the lot of land known and described on the official plan and book of reference of the said Saint-Antoine ward, as number one thousand and thirty seven (1037), said third containing thirteen feet four inches in front, thirteen feet on the rear line, by ninety five (95) feet in depth, the whole more or less, english measure ; bounded in

rue Craig, en arrière par le lot portant le numéro mille trente-huit (1038), des plan et livre de renvoi officiels du susdit quartier, d'un côté par une partie du dit lot mille trente-sept (1037), et de l'autre côté par le lot officiel mille trente-six (1036), du susdit quartier Saint-Antoine—avec les bâtisses deusous construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 7 avril 1903. [Première publication, 11 avril 1903.]

Shérif. 1353-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **DELPHIS LEBEAU**, com-
No 4349. } mercant, de Sainte-Anne
de Bellevue, district de Montréal, Demandeur ;
contre les terres et tènements de **AMBROSE VIEN**,
du même lieu, Défendeur.

Les bâtisses construites sur un morceau de terrain situé en la ville de Sainte-Anne de Bellevue, comté de Jacques-Cartier, district de Montréal, mesurant quarante-deux pieds de largeur en front et trente-huit pieds de largeur en arrière sur toute la profondeur qu'il peut y avoir du chemin du Roi ou rue Ottawa, au terrain du gouvernement fédéral, plus ou moins, sans garantie de mesure précise ; tenant en front à la rue Ottawa, en arrière au terrain du gouvernement fédéral, d'un côté au sud-ouest à Timothée Gravel, et de l'autre côté au nord-est à Camille Legault.

Ce terrain fait partie d'un lot de terre connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Anne, sous le numéro cent dix-sept.

Les bâtisses construites sur le dit morceau de terrain consistent en une maison en bois crépie à la chaux, à deux étages, et un hangar en bois.

Pour être vendues à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 7 avril 1903. [Première publication, 11 avril 1903.]

Shérif. 1345-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **THEOPHILE MIGNE-**
No 1766. } **RON**, entrepreneur,
de la ville de Saint-Laurent, district de Montréal,
Demandeur : contre les terres et tènements de
ARTHUR GOSSELIN, de la ville de Saint-Laurent,
district de Montréal ; **Armand Gosselin**, de la
ville de Saint-Louis, dit district, tant personnellement,
qu'en sa qualité de tuteur à **Émerentienne Gosselin** ;
Raoul Gosselin, boucher, de la cité de Montréal ;
Yvonne Gosselin, épouse séparée de biens de
Wenceslas Larivière, de la paroisse du Sault au
Récollet, et ce dernier, du même lieu, en autant
que besoin est pour autoriser sa dite épouse
aux fins des présentes, **Eliza Gosselin**, épouse
séparée de biens de **Herménégilde Berthelot**, de la
paroisse du Sault au Récollet, dit district, et ce
dernier, du même lieu, en autant que besoin est
pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes,
Défendeurs, es-noms et qualités.

Saisis comme appartenant au dit défendeur ; **Raoul Gosselin** personnellement, et au dit défendeur, **Armand Gosselin** es-qualité, les immeubles ci-après mentionnés, savoir :

A. Un emplacement situé à la dite ville Saint-Laurent, connu et désigné comme faisant partie du lot de terre numéro quatre cent neuf (409), du cadastre hypothécaire de la paroisse de Saint-Laurent, dans le comté Jacques-Cartier, contenant quarante pieds de front sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur, plus ou moins, tel que clôturé et borné

front by Craig street, in rear by the lot bearing the number one thousand and thirty eight (1038), of the official plan and book of reference of the said ward, on one side by a part of the said lot one thousand and thirty seven (1037), and on the other side by the official lot one thousand and thirty six (1036), of the aforesaid Saint Antoine ward—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau.

Sheriff's office, Montréal, 7th April, 1903. [First published, 11th April, 1903.]

Sheriff. 1354

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montréal, to wit : } **DELPHIS LEBEAU**, trader,
No. 4349. } of Sainte Anne de Bellevue,
district of Montreal, Plaintiff ; against the lands
and tenements of **AMBROSE VIEN**, of the same
place, Defendant.

The buildings erected on a piece of land situate in the town of Sainte Anne de Bellevue, county of Jacques Cartier, district of Montreal, measuring forty two feet in width in front and thirty eight feet in width in rear by the whole depth there may be from the King's road or Ottawa street, to the ground of the federal government, more or less, without warranty of precise measurement ; bounded in front by Ottawa street, in rear by the ground of the federal government, on one side to the south west by Timothée Gravel, and on the other side to the north east by Camille Legault.

This land forms part of a lot of land known and described on the official plan and book of reference of the parish of Sainte Anne, as number one hundred and seventeen.

The buildings erected on the said piece of land consisting of a two storey wooden house lathed and plastered and a wooden shed.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 7th April, 1903. [First published, 11th April, 1903.]

Sheriff. 1346

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montréal, to wit : } **THEOPHILE MIGNERON**,
No. 1766. } contractor, of the town of
Saint Laurent, district of Montreal, Plaintiff ;
against the lands and tenements of **ARTHUR GOSSELIN**,
of the town of Saint Laurent, district
of Montreal **Armand Gosselin**, of the town of Saint
Louis, said district, as well personally as in his
quality of tutor of **Émerentienne Gosselin** ; **Raoul Gosselin**,
butcher, of the city of Montreal ; **Yvonne Gosselin**,
wife separated as to property of **Wenceslas Larivière**,
of the parish of Sault au Recollet, and this latter,
of the same place, in so far as need be,
to authorize his said wife for the purposes hereof ;
Eliza Gosselin, wife separated as to property of
Herménégilde Berthelot, of the parish of Sault au
Recollet, said district, and the latter, of the same
place, in so far as need be, to authorize his said wife
for the purposes hereof, Defendants *es-noms et*
qualités.

Seized as belonging to the said defendant, **Raoul Gosselin** personally, and to the said defendant, **Armand Gosselin**, *es-qualité*, the immovables hereinafter mentioned, to wit :

A lot situate in the said town of Saint Laurent, known and described as forming part of lot of land number four hundred and nine (409), of the hypothecary cadastre of the parish of Saint Laurent, in the county Jacques Cartier, containing forty feet in front by ninety feet in depth, more or less, such as enclosed and bounded as follows, to wit : bounded

comme suit : tenant en front par le chemin public, en arrière par le résidu du dit lot officiel quatre cent neuf (409), d'un côté à Israël Robitaille, et d'autre côté à Stanislas Beaulieu—avec une maison et autres bâtisses dessus érigées.

B Un lopin de terre sis et situé au même lieu de la dite ville de Saint-Laurent, faisant partie et détaché du lot originaire et principal numéro quatre cent neuf (409), du cadastre hypothécaire de la paroisse de Saint-Laurent, dans le comté Jacques-Cartier, de la contenance (le dit lopin de terre) de un arpent et trois quarts en superficie, plus ou moins, de forme irrégulière, mais dans tous les cas renfermé dans les limites qui suivent ; borné du côté nord-est à Raphaël Desforges dit St-Maurice, Stanislas Beaulieu, Israël Robitaille, et partie au dit débiteur, du côté sud et sud-ouest au résidu du dit lot numéro officiel quatre cent neuf (409), et enfin, au nord, au chemin de fer de la compagnie du Grand Tronc—avec les dépendances y érigées.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le QUATORZIÈME jour de MAI prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 7 avril 1903. Shérif. 1359-2
[Première publication, 11 avril 1903.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour de Circuit.—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir : } PAUL BOYER, hôtelier, de No 126. } Saint-André Avellin, district d'Ottawa, Demandeur ; contre STANISLAS LAMOTHE, cultivateur, du même lieu, Défendeur, à savoir :

1° La moitié indivise d'un morceau de terre situé dans la paroisse de Saint-André Avellin, district d'Ottawa, composé du lot numéro six cent quarante (640), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-André Avellin—avec la moitié indivise des bâtisses sus-érigées.

2° Le quart indivis de l'autre moitié indivise du même morceau de terre—avec le quart indivis des bâtisses sus-érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-André Avellin, le DOUZIÈME jour de MAI prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du Shérif, Hull, 7 avril 1903. Shérif. 1349-2
[Première publication, 11 avril 1903.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } DANS une cause où JACQUES ALFRED MORIN, No 143. } était Demandeur ; et THOMAS MIGNER Défendeur et le dit Thomas Migner contre Jacques Alfred Morin, à savoir :

in front by the public road, in rear by the residue of the said official lot four hundred and nine (409), on one side by Israël Robitaille, and on the other side by Stanislas Beaulieu—with a house and other buildings thereon erected.

B. A lot of land situate at the same place of the said town of Saint-Laurent, forming part of and detached from the original and principal lot number four hundred and nine (409), of the registration cadastre of the parish of Saint Laurent, in the county Jacques Cartier, said lot containing one arpent and three quarters in area, more or less, of irregular outline, but in any case comprised within the following limits ; bounded on the north east side by Raphaël Desforges dit St-Maurice, Stanislas Beaulieu, Israël Robitaille, and partly by the said debtor, on the south and south west sides by the residue of the said official lot number four hundred and nine (409), and lastly, on the north by the Grand Trunk railway—with the dependencies thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of MAY next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montreal, 7th April, 1903. Sheriff. 1360
[First published, 11th April, 1902.]

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Circuit Court.—District of Ottawa.

Ottawa, to wit : } PAUL BOYER, hotel-keeper, No. 126. } of Saint André Avellin, district of Ottawa, Plaintiff ; against STANISLAS LAMOTHE, farmer, of the same place, Defendant, to wit :

1. The undivided half of a piece of land situated in the parish of Saint André Avellin, district of Ottawa, composed of the lot number six hundred and forty (640), of the official plan and book of reference of the said parish of Saint André Avellin—with the undivided half of the buildings thereon erected.

2. The undivided quarter of the other undivided half of the same parcel of land—with the undivided quarter in the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint André Avellin, on the TWELFTH day of MAY next, at TWO of the clock in the afternoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's office, Hull, 7th April, 1903. Sheriff. 1350
[First published, 11th April, 1903.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS

Quebec, to wit : } IN a cause wherein JACQUES ALFRED MORIN, No. 143. } was Plaintiff ; and THOMAS MIGNER Defendant ; and the said Thomas Migner against Jacques Alfred Morin, to wit :

Un tiers indivis de tous les droits de mines, minéraux et minières sur les lots Nos 315, 321 et 323 (trois cent quinze, trois cent vingt-et-un et trois cent vingt-trois), et partie des lots Nos 326, 330, 332 et 333 (trois cent vingt-six, trois cent trente, trois cent trente-deux et trois cent trente-trois), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Ferréol, situé au premier rang, avec droit de passage à pied et en voiture pour l'exploitation des dites mines sur tous les dits lots—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Ferréol, comté de Montmorency, le CINQUIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,
Bureau du Shérif, Québec, 30 avril 1903. Shérif. 1635
[Première publication, 2 mai 1903.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } DAME ANASTASIE COTÉ ;
No 1452. } contre PATRICK MA-
GUIRE, à savoir :

Le lot No 171 (cent soixante et onze), du cadastre officiel pour la paroisse de Sainte-Agathe, étant le No dix-sept, de la concession de Saint-François, et étant une terre située en la seigneurie de Sainte-Croix—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Agathe, comté de Lotbinière, le TROISIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,
Bureau du Shérif, Québec, 30 avril 1903. Shérif. 1633
[Première publication, 2 mai 1903.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } J. D. MARCOUX, es-qualité ;
No 504. } J. contre VICTOR BIRON,
à savoir :

1° Le lot No 159 (cent cinquante-neuf), du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Croix, comté de Lotbinière, étant un terrain situé au premier rang—avec bâtisses, sujet en faveur du No 219, du même cadastre, au droit de sortie par le chemin ci-devant existant entre le dit No 159 et le No 218.

2° Le lot No 218 (deux cent dix-huit), du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Croix, comté de Lotbinière, étant un terrain situé au deuxième rang.

3° Le lot No 219 (deux cent dix-neuf), du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Croix, comté de Lotbinière, étant un terrain situé au deuxième rang, avec droit de sortie par l'ancien chemin qui passait entre les Nos 159 et 218, du même cadastre.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Croix, le VINGT-DEUXIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

CHS. LANGELIER,
Bureau du Shérif, Québec, 15 avril 1903. Shérif. 1423-2
[Première publication, 18 avril 1903.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } ERNEST LANDRY ET AL,
No 452. } E vs. JOSEPH LEGARE,
à savoir :

1° Le lot No 37 (trente-sept), du cadastre officiel pour la paroisse de l'Ancienne-Lorette, étant un lot de terre situé dans la seigneurie Saint-Gabriel, concession Sillery—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Le lot No 37A (trente-sept A), du cadastre officiel pour la paroisse de l'Ancienne-Lorette, étant une terre appelée "L'Anse-avec-les-écotes" située sur la rive de la rivière Saint-Charles, concession

One divided third of all the rights of mines, minerals and mining on lots Nos. 315, 321 and 323 (three hundred and fifteen, three hundred and twenty one and three hundred and twenty three,) and parts of lots Nos. 326, 330, 332 and 333 (three hundred and twenty six, three hundred and thirty, three hundred and thirty two and three hundred and thirty three), of the official cadastre for the parish of Saint Ferréol, situate on the first range, with right of passage in vehicle and on foot for the exploitation of the said mines on all the said lots—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Ferréol, county of Montmorency, on the FIFTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,
Sheriff's Office, Québec, 30th April, 1903. Sheriff. 1636
[First published, 2nd May, 1905.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } DAME ANASTASIE COTÉ ;
No. 1452. } against PATRICK MA-
GUIRE, to wit :

Lot No. 171 (one hundred and seventy-one), of the official cadastre for the parish of Sainte Agathe, being No. seventeen, of the Saint Francis concession, and being a land situate in the seignory of Sainte Croix—together with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Agathe, county of Lotbinière, on the THIRD day of JUNE next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHS LANGELIER,
Sheriff's Office, Québec, 30th April, 1903. Sheriff. 1634
[First published, 2nd May, 1903.]

FIERI FACIAS

Québec, to wit : } J. D. MARCOUX, *es qualité*
No. 504. } J. against VICTOR BIRON, to
wit :

1. Lot No. 159 (one hundred and fifty nine), of the official cadastre of the parish of Sainte Croix, county of Lotbinière, being a lot situate in the first range—with buildings, subject in favor No. 219, of the same cadastre, to the right of outlet by the road formerly running between the said No. 159 and No. 218.

2. Lot No. 218 (two hundred and eighteen), of the official cadastre of the parish of Sainte Croix, county of Lotbinière, being a lot situate in the second range.

3. Lot No. 219 (two hundred and nineteen), of the official cadastre of the parish of Sainte Croix, county of Lotbinière, being a lot situate in the second range, with right of egress by the old road which ran between Nos. 159 and 218, of the same cadastre.

To be sold at the parochial church door of Sainte Croix, on the TWENTY SECOND day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,
Sheriff's Office, Québec, 15th April, 1903. Sheriff. 1424
[First published, 18th April, 1903.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } ERNEST LANDRY ET AL ;
No. 452. } E vs. JOSEPH LEGARE,
to wit :

1. Lot No. 37 (thirty seven), of the official cadastre of the parish of Ancienne Lorette, being a lot situate in the seignory of Saint Gabriel, Sillery concession—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. A lot No. 37A (thirty seven A), of the official cadastre of the parish of Ancienne Lorette, being a land called "L'Anse avec les Écotes," situated on the bank of the river Saint Charles, Sillery con-

Sillery—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de l'Ancienne-Lorette, comté de Québec, le VINGT-DEUXIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 14 avril 1903. 1425.2
[Première publication, 18 avril 1903.]

Ventes par le Shérif—Rimouski

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Magistrat.—Comté de Rimouski.

Mont Joli. } PIERRE GAGNON, Demandeur ;
No 404. } vs ERNEST DESJARDINS,
Défendeur, savoir :

Un emplacement de quatre-vingt-dix pieds de longueur sur soixante pieds de largeur à prendre au milieu ou à peu près du lot numéro neuf (9), du cadastre officiel du rang B, de la seigneurie du Lac Matapédia, paroisse Sainte-Marie de Sayabec, comté de Matane, tel que le terrain est actuellement enclos—avec les bâtisses sus-construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marie de Sayabec, le DOUZIEME jour de MAI 1903, à DIX heures A. M.

L. N. ASSELIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Rimouski, 7 avril 1903. 1361-2
[Première publication, 11 avril 1903.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } HUGH ALFRED
No 539. } MEAGHER, Dem-
demandeur ; contre J. PHILIPPE MORISSETTE,
en sa qualité de tuteur dument nommé aux enfants mineurs de feu Rodolphe Leroux et Virginia Léonard, Défendeur, à savoir :

Saisies comme appartenant aux héritiers du dit feu Rodolphe Leroux et Virginia Léonard, en la possession du dit défendeur en sa qualité susdite, à savoir :

1° La moitié indivise d'un morceau de terre situé dans le dixième rang du dit canton de Windsor, étant désignée sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de Windsor, comme la moitié sud-ouest des lots numéros sept cent neuf et sept cent onze ; bornée au nord-est par la propriété de William Henderson, au sud-ouest par le chemin de concession entre les dixième et onzième rangs, au sud-est par le morceau de terre ci-après décrit, et au nord-ouest par la propriété de John Watson, contenant cinquante acres en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses sus-érigées.

2° La moitié indivise de ce morceau de terre situé dans le dixième rang du dit canton de Windsor, étant désignée sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton, comme la moitié

cession—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Ancienne Lorette, county of Quebec, on the TWENTY SECOND day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's office, Shérif.
Quebec, 14th April, 1903. 1426
[First published, 18th April, 1903.]

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Magistrate's Court—County of Rimouski.

Mont Joli. } PIERRE GAGNON, Plaintiff ;
No. 404. } ERNEST DESJARDINS, De-
fendant, to wit :

A lot of ninety feet in length by sixty feet in width to be taken at or near the middle of lot number nine (9), of the official cadastre of range B, of the seignory of Lac Matapédia, parish of Sainte Marie de Sayabec, county of Matane, such as the said lot is actually enclosed—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Marie de Sayabec, on the TWELFTH day of MAY, 1903, at TEN o'clock A. M.

L. N. ASSELIN,

Sheriff's Office, Shérif.
Rimouski, 7th April, 1903. 1362
[First published, 11th April, 1903.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint-François

Saint-François, to wit : } HUGH ALFRED
No. 539. } MEAGHER,
Plaintiff ; against J. PHILIPPE MORISSETTE,
in his quality of tutor duly appointed to the minor children of the late Rodolphe Leroux and Virginia Léonard, Defendant, to wit :

Seized as belonging to the heirs of the said late Rodolphe Leroux and Virginia Léonard, in the possession of the said defendant in his quality aforesaid, to wit :

1. The undivided half of that certain piece of land situate in the tenth range of the township of Windsor, being described on the official cadastral plan and in the book of reference of the said township of Windsor, as the south west half of lots numbers seven hundred and nine and seven hundred and eleven ; bounded north easterly by the property of William Henderson, south westerly by the concession road between the tenth and eleventh ranges, south easterly by the piece of land hereinafter described, and north westerly by the property of John Watson, containing fifty acres in superficies, more or less—with the buildings thereon erected.

2. The undivided half of that piece of land situate in the tenth range of the said township of Windsor, being described on the official cadastral plan and in the book of reference of the said town-

nord-ouest des lots numéros sept cent douze et sept cent treize; bornée à l'est par la ligne de concession entre les neuvième et dixième rangs, au sud ouest par le chemin de concession entre les dixième et onzième rangs, au sud-est par la propriété de "The British American Land Company" et au nord-ouest partie par la propriété de James Stevens, et partie par la propriété de William Henderson, et partie par la propriété ci-dessus décrite, contenant cent acres en superficie, plus ou moins—circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Philippe de Windsor, dans la ville de Windsor Mills, le DOUZIÈME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 8 avril 1903. 1363-2
[Première publication, 11 avril 1903.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de Circuit pour le district de Saint-François.
Saint-François, à savoir : } **HUGH ALFRED**
No 699. } **MEAGHER**, Dem-
mandeur; contre **DAME ELIZABETH McARTHUR** ALIAS **ELIZABETH HUTTON**, Défenderesse, à savoir :

Un morceau de terre situé dans le huitième rang du canton Windsor, étant désigné sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de Windsor, comme tout le lot numéro cinq cent cinquante sept et partie du lot numéro cinq cent cinquante-cinq, contenant ensemble soixante et trois acres en superficie, mesure précise, et borné ensemble comme suit : au nord-est par la propriété occupée par François Gagnon; au nord-ouest par la propriété de William Paterson, au sud-ouest par le chemin entre les huitième et neuvième rangs, et au sud-est par la route Goshen—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Philippe de Windsor, dans la ville de Windsor Mills, le DOUZIÈME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 8 avril 1903. 1365-2
[Première publication, 11 avril 1903.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TELRRES** et **HÉRITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, } **EDGAR MILL McDOU-**
Province de Québec. } **GALL ET AL**, Deman-
District de Montréal. } deurs; contre **THE QUEBEC**
No 861. } **SOUTHERN RAILWAY**
COMPANY, Défenderesse.

Une ligne de chemin de fer connue comme étant "The Quebec Southern Railway," s'étendant depuis la cité de Sorel, dans le district de Richelieu, jusqu'à la ville d'Iberville, dans le district d'Iberville, à travers les paroisses ci-après mentionnées, et passant sur les lots de terre connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels des dites ville et paroisses, comme suit :

1° Dans le comté de Richelieu, district de Richelieu, pour la paroisse de Saint-Robert, sous le numéro six cent cinquante-neuf (No 659), pour la paroisse de Saint-Aimé, sous le numéro six cent quarante-deux (No 642), et pour la paroisse de

hip, as the north west half of lots numbers seven hundred and twelve and seven hundred and thirteen; bounded easterly by the concession line between the ninth and ten ranges, south westerly by the concession road between the tenth and eleventh ranges, south easterly by the property of the British American Land Company, and north westerly partly by the property of James Stevens, and partly by the property of William Henderson, and partly by the property above described, containing one hundred acres in superficies, more or less—with the appurtenances thereunto belonging.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Saint Philippe de Windsor, in the town of Windsor Mills, on the TWELFTH day of MAY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's office, Shérif.
Sherbrooke, 8th April, 1903. 1364
[First published, 11th April, 1903.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court, for the district of Saint Francis.
Saint Francis, to wit : } **HUGH ALFRED**
No. 699. } **MEAGHER**, Plain-
tiff; against **DAME ELIZABETH McARTHUR** ALIAS **ELIZABETH HUTTON**, Defendant, to wit :

A piece of land situate in the eighth range of the township of Windsor, being described on the official cadastral plan and in the book of reference of the said township of Windsor, as the whole of the lot number five hundred and fifty seven and part of the lot number five hundred and fifty five, containing together sixty three acres in superficies, exact measure, and bounded together as follows : north easterly by the property occupied by François Gagnon, north westerly by the property of William Paterson, south westerly by the road between the eighth and ninth ranges, and south easterly by the Goshen by-road—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Saint Philippe de Windsor, in the town of Windsor Mills, on the TWELFTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's Office, Shérif.
Sherbrooke, 8th April, 1903. 1366
[First published, 11th April 1903.]

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, } **EDGAR MILL McDOU-**
Province of Quebec, } **GALL ET AL**, Plaintiffs;
District of Montréal. } against **THE QUEBEC**
No. 861. } **SOUTHERN RAILWAY**
COMPANY, Defendant.

A railway line known as being "The Quebec Southern Railway", extending from the city of Sorel, in the district of Richelieu, to the town of Iberville, in the district of Iberville, across the parishes hereinafter mentioned, and passing over the lots of land known and described on the official plan and book of reference of the said town, cities and parishes, as follows, to wit :

1. In the county of Richelieu, in the district of Richelieu, for the parish of Saint Robert, as number six hundred and fifty nine (No 659), for the parish of Saint Aimé, as number six hundred and forty two (No. 642), and for the parish of Saint

Saint-Louis de Bonsecours, sous le numéro deux cent quatre-vingt-six (No 286).

2° Dans le comté de Saint-Hyacinthe, district de Saint-Hyacinthe, pour la paroisse de Saint-Jude, sous le numéro mille soixante (No 1060), pour la paroisse de Saint-Barnabé, sous le numéro trois cent dix (No 310), pour la paroisse de Saint-Hyacinthe, sous les numéros quatorze cent huit (No 1408) et quatorze cent neuf (No 1409), pour la paroisse de Saint-Damase, sous le numéro huit cent quarante-sept (No 847).

3° Dans le comté de Rouville, district de Saint-Hyacinthe, pour la paroisse de Saint-Césaire, sous le numéro sept cent cinquante-neuf (No 759), pour la paroisse de Sainte-Angèle de Monnoir, sous le numéro trois cent cinquante et un (No 351).

4° Dans le comté d'Iberville, district d'Iberville, pour la ville d'Iberville, sous le numéro quatre cent cinquante-cinq (No 455), pour la paroisse de Saint-Athanase, sous le numéro quatre cent quatre-vingt-huit (488), et pour la paroisse de Saint-Grégoire le Grand, sous le numéro quatre cent quatre-vingt-dix-huit (No 498)—avec ensemble tous les droits et privilèges de la dite ligne de chemin de fer et toutes les stations, matériel roulant et autres accessoires de la dite ligne.

Secondement : Cette ligne de chemin de fer connue comme étant " La compagnie du chemin de fer de la Vallée du Richelieu-Est," ayant une longueur d'à peu près vingt-deux milles, s'étendant depuis la ville d'Iberville jusqu'à la jonction Noyan, à travers les paroisses ci-après mentionnées, savoir : Saint-Athanase, Sainte-Anne de Sabrevois, Saint-George d'Henryville et la ville d'Iberville, dans le comté d'Iberville, et les paroisses de Saint-George de Clarenceville et Saint-Thomas, dans le comté de Missisquoi, ayant son terminus sur les bords de la rivière Richelieu, en face de Lacolle, dans la dite paroisse de Saint-Thomas ; la dite ligne de chemin de fer connue et désignée aux plan et livre de renvoi de la dite compagnie, approuvée par le gouvernement et déposée dans les bureaux d'enregistrement des comtés d'Iberville et Missisquoi, savoir : numéros un et deux, dans la ville d'Iberville, dans la paroisse de Saint-Athanase, les numéros consécutifs trois jusqu'à vingt-cinq, inclusivement ; dans la paroisse de Sainte-Anne de Sabrevois, les numéros consécutifs vingt-six jusqu'à cent vingt-sept, inclusivement ; dans la paroisse de Saint-George d'Henryville, les numéros consécutifs cent vingt-huit jusqu'à cent quarante-sept, inclusivement ; dans la paroisse de Saint-George de Clarenceville, les numéros consécutifs cent quarante-huit jusqu'à cent cinquante-cinq, inclusivement ; dans la paroisse de Saint-Thomas, les numéros consécutifs cent soixante-six jusqu'à cent soixante-onze, inclusivement, et ainsi connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels des dites paroisses comme suit, savoir : dans la paroisse de Saint-Athanase, sous le numéro quatre cent quatre-vingt-neuf (489), dans la paroisse de Saint-George d'Henryville, sous le numéro quatre cent trente-cinq (435), dans la ville d'Iberville, sous le numéro quatre cent cinquante-six (456), ces trois dernières paroisses étant dans le comté d'Iberville ; et dans la paroisse de Saint-Thomas, sous le numéro deux cent trente-huit (238), dans la paroisse de Saint-George de Clarenceville, sous le numéro quatre cent quatre-vingt-quinze (495), ces deux dernières paroisses étant dans le comté de Missisquoi—avec tous les droits, privilèges et accessoires, stations, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Saint-Hyacinthe, le TROISIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

EUGENE SICOTTE,

Bureau du Shérif,

Saint-Hyacinthe, 28 avril 1903.

[Première publication, 2 mai 1903.]

Shérif.

1613

Louis de Bonsecours, as number two hundred and eighty six (No. 286).

2. In the county of Saint Hyacinth, in the district of Saint Hyacinth, for the parish of Saint Jude, as number one thousand and sixty (No. 1060), for the parish of Saint Barnabé, as number three hundred and ten (No. 310), for the parish of Saint Hyacinth, as numbers one thousand four hundred and eight (No. 1408), and one thousand four hundred and nine (No. 1409), for the parish of Saint Damase, as number eight hundred and forty seven (No. 847).

3. In the county of Rouville, in the district of Saint Hyacinth, for the parish of Saint Césaire, as number seven hundred and fifty nine (No. 759), for the parish of Saint Angèle de Monnoir, as number three hundred and fifty one (No. 351).

4. In the county of Iberville, district of Iberville, for the town of Iberville, as number four hundred and fifty five (No. 455), for the parish of Saint Athanase, as number four hundred and eighty eight (No. 488), and for the parish of Saint Grégoire le Grand, as number four hundred and ninety eight (No. 498)—together with all the privileges, rights and accessories of the said railway line, and all the stations, rolling stock, circumstances and dependencies of the said line.

Secondly : That certain line of railway heretofore known as " The East Richelieu Valley Railway ", having a length of about twenty-two miles, extending from the town of Iberville to Noyan Junction, across the following parishes, viz : Saint Athanase, Sainte Anne de Sabrevois, Saint-George d'Henryville and the town of Iberville, in Iberville county, and the parishes of Saint George de Clarenceville and of Saint Thomas, in Missisquoi county, having its terminus on the Richelieu river shore, opposite Lacolle, in the latter parish of Saint Thomas ; the said railway line known and described in the book of reference of the said company, approved by the government and deposited in the registry office of the counties of Iberville and Missisquoi, viz : numbers one and two, in the town of Iberville, in the parish of Saint Athanase, the consecutive numbers three up to twenty-five, inclusively ; in the parish of Sainte Anne de Sabrevois, the consecutive numbers twenty-six up to one hundred and twenty-seven, inclusively ; in the parish of Saint George d'Henryville, the consecutive numbers of one hundred and twenty-eight up to one hundred and forty-seven, inclusively ; in the parish of Saint George de Clarenceville, the consecutive numbers one hundred and forty-eight to one hundred and sixty-five, inclusively ; in the parish of Saint Thomas, the consecutive numbers one hundred and sixty-six up to number one hundred seventy-one, inclusively, and also known on the official plan and book of reference of the said parishes as follows, to wit : in the parish of Saint Athanase by the number four hundred and eighty-nine (489), in the parish of Saint-George d'Henryville, by the number four hundred and thirty-five (435), in the town of Iberville, by the number four hundred and fifty-six (456), all three last parishes named being in the county of Iberville ; and in the parish of Saint Thomas, by the number two hundred and thirty-eight (238), in the parish of Saint George de Clarenceville, by the number four hundred and ninety-five (495), said last two parishes being in the county of Missisquoi—with all the rights, privileges and accessories, stations, circumstances and dependencies of the said line.

To be sold at my office, in the city of Saint Hyacinth, on the THIRD day of JUNE next, at TEN o'clock of the forenoon.

EUGENE SICOTTE,

Sheriff's Office,

Saint Hyacinth, 28th April, 1903.

[First published, 2nd May, 1903.]

Sheriff.

1614

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

Sheriff's Sales—Three Rivers

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionnés plus bas.

ALIAS FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir: } OLIVA MONTREUIL,
No 286. } Demandeur; contre
DEMOISELLE ADELE BARIL, Défenderesse.

Une terre située en la paroisse de Sainte-Anne de la Pérade, au second rang nord de la rivière Sainte-Anne, connue et désignée sous le numéro six cent quatre-vingt-trois (683), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Anne de la Pérade, contenant deux arpents de large, moins douze pieds sur environ vingt-six arpents de profondeur; bornée au bout sud-est par le chemin public, au bout nord-ouest par Trefflé Leduc, d'un côté à Ludger Leboeuf, et d'autre côté au représentant de sieur Raymond—avec petite étable dessus érigée.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Anne de la Pérade, le TROISIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 29 avril 1903. 1631
[Première publication, 2 mai 1903.]

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

ALIAS FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit: } OLIVA MONTREUIL,
No 286. } Plaintiff; against MISS
ADELE BARIL, Defendant.

A land being and situate in the parish of Sainte Anne de la Pérade, in the second range north of the rivière Sainte Anne, known and designated as number six hundred and eighty three (683), of the official plan and in the book of reference for the said parish of Sainte Anne de la Pérade, containing two arpents in width, less twelve feet by about twenty six arpents in depth; bounded at the south east end to the public road, at the north west end to a Trefflé Leduc, on one side to Ludger Leboeuf, and on the other side to the representative of sieur Raymond—with a little stable thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Anne de la Pérade on the THIRD day of JUNE next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff Office, Shérif.
Three Rivers, 29th April, 1903. 1632
[First published, 2nd May, 1903.]

Avis du Gouvernement

Government Notices

No 725 03.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Delimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Charles, dans le comté de Saint-Hyacinthe, les lots ayant au cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Charles, les numéros 27 et 28, et les annexer à la municipalité scolaire du village de Saint-Charles, dans le même comté.

Cette érection, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1903.

1601

No. 725.03.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Boundaries of school municipalities.

Application is made to detach from the school municipality of the parish of Saint Charles, county of Saint Hyacinth, the lots bearing on the official cadastre of the said parish of Saint Charles, the numbers 27 and 28, and annex them to the school municipality of the village of of Saint Charles, in the same county.

This erection, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1903.

1602

Avis Divers

Miscellaneous Notices

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 367.

Dame Elizabeth Serrurier dit L'Allemand, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Généreux, du même lieu, a, ce jour, intenté contre ce dernier une action en séparation de biens.

OMER LAPIERRE,
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 29 avril 1903. 1643

Province de Québec, }
District de Montréal. }
No 2460.

Dame Marie Bourget a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son époux, François Xavier Sicard, entrepreneur, tous deux de la cité de Saint-Henri, dit district.

M. G. LAROCHELLE,
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 30 avril 1903. 1645

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No. 367.

Dame Elizabeth Serrurier dit L'Allemand, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph Généreux, of the same place, has, to day, instituted an action in separation as to property against her husband.

OMER LAPIERRE,
Attorney for plaintiff's.

Montreal, 29th April, 1903. 1644

Province of Quebec, }
District of Montreal. }
No 2460.

Dame Marie Bourget has, this day, instituted an action for separation of property against her husband, François Xavier Sicard, contractor, both of the city of Saint Henry, said district.

M. G. LAROCHELLE,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 30th April, 1903. 1646

Avis de Faillites

Bankrupt Notices

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Z. A. Lapiere, Montréal, Insolvable.
 Avis vous est donné que, le 30^e jour d'avril 1903,
 par un ordre de la cour, nous avons été nommés
 curateurs conjoints à la succession du sus-nommé,
 qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens
 et effets pour le bénéfice de ses créanciers.
 Les réclamations doivent être produites à notre
 bureau sous un mois de cette date.
 A. L. KENT,
 A. TURCOTTE,
 Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,
 97, rue Saint-Jacques.
 Montréal, 2 mai 1903. 1639

Dans l'affaire de John Lavallée, de Saint-Charles
 de Bellechasse, marchand, Failli.
 Avis est donné qu'un deuxième et dernier divi-
 dende a été déclaré dans cette affaire, et sera payable
 le ou après le 20 mai 1903.

Toute contestation au dit dividende devra être
 produite avant la dite date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
 1641 Curateurs conjoints.

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Z. A. Lapiere, Montreal, Insolvent.
 Notice is hereby given that, on the 30th day of
 April, 1903, by order of the court, we were appointed
 joint curators to the estate of the above named, who
 has made a judicial abandonment of all his assets
 for the benefit of his creditors.
 Claims must be filed at our office within one
 month.

A. L. KENT
 A. TURCOTTE,
 Joint curators.
 Office of Kent & Turcotte,
 97, Saint James street.
 Montreal, 2nd May, 1903. 1640

In: the matter of John Lavallée, of Saint Charles de
 Bellechasse, merchant, Insolvent.
 Notice is hereby given that a second and final
 dividend sheet has been prepared in this matter,
 and will be payable on or after the 20th of May,
 1903.

Any contestation of the said dividend must be
 filed before the said date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
 1642 Joint curators.

Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 18.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 18.

ANNEXIONS DE MUNICIPALITÉS :—*Demandes d'*—Divers
 lots du village de Saint-François du Lac à la
 paroisse de Saint-François du Lac, comté de
 Yamaska, 879 ; Le lot 108, de la municipalité
 de Saint-Grégoire le Grand, à la paroisse de
 Nicolet, comté de Nicolet, 878 ; Lot 660, de
 Saint-Joseph de Maskinongé à la municipalité
 de Maskinongé, comté de Maskinongé, 875.

MUNICIPALITIES ANNEXED :—*Applications for* :—
 Several lots of the village of Saint François du
 Lac to the parish of Saint François du Lac,
 county of Yamaska, 878 ; Lot 108, of the
 municipality of Saint Grégoire le Grand, to the
 parish of Nicolet, county of Nicolet, 878 ; Lot
 660, of Saint Joseph de Maskinongé to the mun-
 icipality of Maskinongé, county of Maskinongé
 885.

ANNONCEURS :—*Avis aux* :—Concernant avis, etc.,
 873.

ADVERTISERS :—*Notice to* :—Respecting notices,
 &c., 873.

ASSOCIATION FORMÉE :—The Ancient Order of
 Hibernians, 875.

ASSOCIATION FORMED :—The Ancient Order of
 Hibernians, 875.

AVIS :—Assemblée générale annuelle du Quebec
 Central Railway, 882 ; Résolution annexant
 divers lots de l'Ange-Gardien, au village Mas-
 son, 885 ; The Waterville Water Works Coy,
 877 ; Tarif de péage en faveur de Harold
 Kennedy, 874 ; MM. McLaren, 874.

NOTICE :—Annual general meeting of the Quebec
 Central Railway, 892 ; Resolution to annex
 several lots of l'Ange Gardien, to the village
 Masson, 885 ; The Waterville Water Works Coy,
 877 ; Tarif of tolls in favor of Harold Ken-
 nedy, 874 ; Messrs. McLaren, 874.

AVIS DE CANCELLATION :—*Cantons de* :—Adstock,
 878 ; Bégou, 877 ; Pohénégamook, 878 ; Roux,
 878.

NOTICES OF CANCELLATION :—*Townships of* :—
 Adatock, 878 ; Bégou, 877 ; Pohenegamook,
 878 ; Roux, 878.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—*Avis au sujet des* :—Assem-
 blée législative, 880 ; Conseil législatif, 878.

PRIVATE BILLS, P. Q. :—*Notices Respecting the* :—
 Legislative Assembly, 889 ; Legislative Council,
 878.

CERCLES AGRICOLES :—Formation de :—Paroisse
 de Saint-Majorique, comté de Drummond,
 875 ; Paroisse de Sainte-Barbe, comté d'Hun-
 tingdon, 875.

FARMERS' CLUBS :—Formation of :—Parish of Saint
 Majorique, county of Drummond, 875 ; Parish
 of Sainte Barbe, county of Huntingdon, 875.

FAILLIS :—Blanchette, 887 ; Dawes, 887 ; Dawes,
 888 ; Demers, 887 ; Lapiere, 903 ; Lavallée,
 903 ; Label & Cie, 887 ; Succession Pichette,
 887.

INSOLVENTS :—Blanchette, 887 ; Dawes 887 ; Dawes,
 888 ; Demers, 887 ; Lapiere, 903 ; Lavallée,
 003 ; Label & Cie, 887 ; Estate Pichette 887.

LETTRES PATENTES, DEMANDES DE :—Cie d'Impr-
 merie George Pinault, jr., 885 ; La Chèvrerie
 Canadienne, 886.

LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR :—
 Cie d'imprimerie George Pinault, jr., 885 ; La
 Chèvrerie Canadienne, 886.

LETTRES PATENTES ÉMISSES :—The Engineers Club
 of Montreal, 877 ; The Magdalen Islands Coy,

LETTERS PATENT ISSUED :—The Engineers Club of
 Montreal, 877 ; The Magdalen Islands Coy,
 876.

LICITATIONS : — Hetherington vs Hetherington *et al*, 888 ; Kannon vs Kannon, 889.

MINUTES DE NOTAIRES, DEMANDE DE TRANSFERT : — De Antoine Fortier & Vincent Fortier, en faveur de Joseph Girard, 876.

MUNICIPALITÉ, DEMANDE DE PUBLIER DANS UNE SEULE LANGUE : — Village de Cheneville, comté d'Ottawa, 875.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE : — Demande d'érection en : — Village Saint-Charles, comté de Saint-Hyacinthe, 902.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE ÉRIGÉE : — Saint-Omer, comté de Bonaventure, 875.

NOMINATIONS : — *Cour des commissaires* : — Canton de Dundee, comté de Huntingdon, 874 ; Paroisse de Sainte-Anastasia de Nelson, comté de Mégantic, 874.

Juges de paix : — Districts de Joliette, 873 ; Montréal, 873 ; Québec, 873 ; Beauce, 874.

Percepteur du revenu : — District de Chicoutimi, 874.

Régistrateur : — Comté des Deux-Montagnes, 874.

RÈGLES DE COUR : — Massé vs Girard, 888 ; McKinnon Coy vs Dame Irvine, 888.

SÉPARATIONS DE BIENS : — Dmes Aubin vs Laferrière, 884 ; Bourget vs Sicard, 902 ; Bérubé vs Lebel, 883 ; Dessureault vs Jacob, 883 ; Débigaré vs Amyot, 884 ; Dumoulin vs Dorion, 883 ; Hénault vs Fafard, 885 ; Laberge vs Trudeau, 882 ; L'Allemand vs Généreux, 902 ; Labelle vs Quevillon, 883 ; Lévesque vs L'Ecuycuyer, 885 ; Perigny vs Jacob, 883 ; Rein vs Fred, 882 ; Raymond vs Chartier, 883 ; Robillard vs Masse, 884 ; Robitaille vs Gingras, 885 ; Turgeon vs Blanchet, 882.

SÉPARATIONS DE CORPS ET DE BIENS : — Dme Lareau vs Ouellette, 884 ; Pelletier vs Castonguay, 884.

VENTES PAR LES SHERIFFS

ARTHABASKA : — Dionne vs Brosseau, 890 ; Ross vs The Johnson's Coy, 890.

BEAUCE : — Dme Morin vs Dulac, 891 ; Marcotte *et al* vs héritiers Pepin, 891.

BEDFORD : — Connolly vs Stanbridge, 891.

CHICOUTIMI : — La ville de Chicoutimi vs Tremblay, 892.

MONTMAGNY : — Girard vs Brulotte, 893.

MONTREAL : — Dme Marineau vs Turcot, 895 ; Lebeau vs Vien, 896 ; Migneron vs Gosselin *et al*, 896 ; Sun Life Assurance Company of Canada vs Hughes *et al*, 894 ; The Standard Life Insurance Company vs Clendinneng *esql.*, 893 ; The Imperial Insurance Co. vs Trihey, 895.

OTTAWA : — Boyer vs Lamothe, 897.

QUÉBEC : — Dme Côté vs Maguire, 898 ; Landry *et al* vs Légaré, 898 ; Marcoux *es-qual* vs Biron, 898 ; Morin vs Migner, 897.

RIMOUSKI : — Gagnon vs Desjardins, 899.

SAINT-FRANÇOIS : — Meagher vs Dme Hutton, 899 ; Meagher vs Morissette *es-qual*, 900.

SAINT-HYACINTHE : — McDougall *et al* vs The Quebec Southern Railway Company, 900.

TROIS-RIVIÈRES : — Montreuil vs Baril, 902.

QUÉBEC : — Imprimée par CHARLES PAGEAU, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi.

LICITATION : — Hetherington vs Hetherington *et al*, 888 ; Kannon vs Kannon, 889.

MINUTES OF NOTARIES, APPLICATION FOR : — From Antoine Fortier & Vincent Fortier, in favor of Joseph Girouard, 876.

MUNICIPALITY, APPLICATION FOR LEAVE TO PUBLISH IN ONE LANGUAGE ONLY : — Village of Cheneville, county of Ottawa, 875.

SCHOOL MUNICIPALITY : — Application to erect into ; — Village Saint Charles, county of Saint Hyacinth, 902.

SCHOOL MUNICIPALITY ERECTED : — Saint Omer, county of Bonaventure, 875.

APPOINTMENTS : — *Commissioners' court* : — Township of Dundee, county of Huntingdon, 874 ; Parish Sainte Anastasia de Nelson, county of Megantic, 874.

Justices of the peace : — Districts of Joliette, 873 ; Montreal, 873 ; Quebec, 873 ; Beauce, 874.

Inland revenue collector : — District of Chicoutimi, 874.

Registrar : — County of Two Mountains, 874.

RULES OF COURT : — Massé vs Girard, 888 ; McKinnon Coy vs Dame Irvine, 888.

SEPARATIONS AS TO PROPERTY : — Dmes Aubin vs Laferrière, 884 ; Bourget vs Sicard, 902 ; Bérubé vs Lebel, 883 ; Dessureault vs Jacob, 883 ; Débigaré vs Amyot, 884 ; Dumoulin vs Dorion, 883 ; Hénault vs Fafard, 885 ; Laberge vs Trudeau, 892 ; L'Allemand vs Généreux, 902 ; Labelle vs Quevillon, 883 ; Lévesque vs L'Ecuycuyer, 885 ; Perigny vs Jacob, 883 ; Rein vs Fred, 882 ; Raymond vs Chartier, 883 ; Robillard vs Masse, 883 ; Robitaille vs Gingras, 885 ; Turgeon vs Blanchet, 882.

SEPARATION AS TO BED AND BOARD : — Dme Lareau vs Ouellette, 884 ; Pelletier vs Castonguay, 884.

SHERIFFS' SALES

ARTHABASKA : — Dionne vs Brosseau, 890 ; Ross vs The Johnson's Coy, 890.

BEAUCE : — Dme Morin vs Dulac, 891 ; Marcotte *et al* vs heirs Pepin, 891.

BEDFORD : — Connolly vs Stanbridge, 892.

CHICOUTIMI : — The town of Chicoutimi vs Tremblay, 892.

MONTMAGNY : — Girard vs Brulotte, 893.

MONTREAL : — Dme Marineau vs Turcot, 895 ; Lebeau vs Vien, 896 ; Migneron vs Gosselin *et al*, 896 ; Sun Life Assurance Company of Canada vs Hughes *et al*, 894 ; The Standard Life Insurance Company vs Clendinneng *esql.*, 893 ; The Imperial Insurance Co. vs Trihey, 895.

OTTAWA : — Boyer vs Lamothe, 897.

QUÉBEC : — Dme Côté vs Maguire, 898 ; Landry *et al* vs Légaré, 898 ; Marcoux *es-qual* vs Biron, 898 ; Morin vs Migner, 887.

RIMOUSKI : — Gagnon vs Desjardins, 899.

SAINT-FRANÇOIS : — Meagher vs Dme Hutton, 899 ; Meagher vs Morissette *es-qual*, 900.

SAINT-HYACINTHE : — McDougall *et al* vs The Quebec Southern Railway Company, 900.

THREE RIVERS : — Montreuil vs Baril, 902.

QUÉBEC : — Printed by CHARLES PAGEAU, Printer to His Most Excellent Majesty the King.